

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA TECHNOSCIENCE DANS LA THÉORIE SOCIOLOGIQUE DE MICHEL
FREITAG : DE L'ADOPTION D'UNE NORME OPÉRATIONNALISTE À
L'AUTONOMIE DE LA TECHNIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR CAROLINE JOLY

JANVIER 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier mon directeur Jean-François Filion pour son appui et ses judicieux conseils. Je tiens également à exprimer ma grande reconnaissance envers mon amie Louise Landry pour les innombrables discussions passionnées que nous avons eues, et Michel Ratté pour les astucieuses suggestions qu'il m'a fournies tout au long de mon cheminement. Je remercie également mes parents pour leur soutien financier, ma grande amie Joelle pour avoir fait la correction linguistique de ce mémoire, et enfin, François, pour ses encouragements soutenus et sa patience.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	vi	
INTRODUCTION.....	1	
PREMIÈRE PARTIE		
TECHNIQUE, SCIENCE ET TECHNOSCIENCE DANS LA THÉORIE		
SOCIOLOGIQUE DE MICHEL FREITAG.....		11
CHAPITRE 1		
CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES : LA TECHNIQUE COMME MOMENT		
CONSTITUTIF DU MODE EXISTENTIEL DE L'ÊTRE HUMAIN ET SON MODE		
D'INSERTION DANS LE PROCÈS DE REPRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ.....		12
1.1	Le rapport d'objectivation symbolique comme modalité ontologique de l'être humain	12
1.2	La technique comme modalité ontologique de la pratique.....	17
1.3	Le pouvoir comme condition de l'autonomisation de la technique et des autres dimensions de l'action.....	19
1.4	Le rationalisme comme idéologie de légitimation du système politico- institutionnel dans la modernité	26
CHAPITRE 2		
LA TECHNOSCIENCE : DE LA DISSOLUTION <i>ÉPISTÉMOLOGISTE</i> DE		
L'ONTOLOGIE À LA DISPARITION <i>RÉELLE</i> DU SYMBOLIQUE.....		31
2.1	La théorie kuhnienne des paradigmes et la dissolution de l'épistémologie normative.....	31
2.2	De l'idéologie techniciste au développement autoréférentiel de la technique..	38

DEUXIÈME PARTIE	
MODERNITÉ, CAPITALISME ET TECHNOLOGIE	43
CHAPITRE 3	
LE POUVOIR ET LE PROCESSUS DE TRANSITION DE SA FORME TRADITIONNELLE À SA FORME MODERNE : LE CAS DE L'ANGLETERRE.....	44
3.1	Le pouvoir et ses différents moments d'institutionnalisation 44
3.2	L'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation comme principe idéaltypique de la modernité..... 50
3.3	Le procès de modernisation particulier de l'Angleterre 52
CHAPITRE 4	
LA NAISSANCE DU CAPITALISME AGRAIRE EN ANGLETERRE : LA MAXIMISATION DE L'EFFICIENCE COMME MOMENT CONSTITUTIF DU SYSTÈME POLITICO-INSTITUTIONNEL MODERNE ANGLAIS	58
4.1	Aux origines de la socialisation capitaliste en Angleterre : la centralisation précoce des pouvoirs et la transformation des rapports sociaux de propriété.. 58
4.2	La sanction étatique de la propriété privée et le passage de la domination directe et personnalisée à la domination abstraite et formelle 62
4.3	L'éthique de l' <i>improvement</i> comme idéologie de la propriété privée 65
CHAPITRE 5	
LES CRISES DU CAPITALISME ET LEUR PROCÈS DE RESTRUCTURATION DE LA VALEUR : DE LA SCIENCE COMME MOTEUR DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL À LA TECHNOLOGIE COMME SOURCE DE VALEUR INTRINSÈQUE	70
5.1	La crise du capitalisme agraire : la transformation de la science en moteur de l'accumulation du capital 70
5.2	La Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre : l'instrumentalisation de la science aux fins de la prospérité nationale 74
5.3	La crise de la production industrielle des années 1970 : la transformation de la science en marchandise..... 78
5.4	La technologie comme condition de la maximisation de l'efficacité..... 80

CONCLUSION	85
BIBLIOGRAPHIE	90

RÉSUMÉ

Le néologisme « technoscience » est généralement évoqué pour décrire une mutation du rapport que la science contemporaine entretient avec la technique. La transformation à laquelle réfère ce terme consiste alors en ceci : la science contemporaine a abandonné son entreprise de se constituer en explication générale du monde phénoménal, et se caractérise désormais par le souci d'efficacité et par l'omniprésence des techniques.

Si la colonisation de l'activité scientifique par des impératifs technicistes est généralement acceptée comme étant ce qui constitue la nouveauté du phénomène de la technoscience, la réalité technicienne de la science contemporaine a cependant été appréhendée de différentes façons. Parmi celles-ci figure le thème de l'autonomie de la technique. Selon cette interprétation, la technoscience serait un processus par lequel la technique s'émanciperait de toute forme d'emprise humaine et deviendrait complètement autonome. Suivant cette perspective, la technique ne serait plus au service de l'homme, mais imposerait plutôt ses lois à ceux qui l'ont créée.

Dans le cadre du présent mémoire, nous nous intéresserons à la position défendue par le sociologue Michel Freitag. En nous appuyant sur les principaux ouvrages et textes de son œuvre, nous observerons que sa théorie générale empêche à plusieurs égards d'appréhender la technoscience à la lumière de la thèse de l'autonomie de la technique. D'une part, nous verrons que la technicité est selon lui une activité essentielle de toute existence subjective dans le monde en ce qu'elle permet au sujet de s'adapter efficacement aux conditions hostiles de son milieu. D'autre part, tout rapport humain au monde étant selon lui médiatisé par le symbolique, nous constaterons que ce n'est qu'en étant elle-même médiatisée symboliquement que l'efficacité visée par l'activité technique peut être accomplie.

Comme la théorie défendue par Freitag ne lui permet pas d'associer la technoscience à l'émancipation de la technique par rapport à toute forme d'emprise humaine, nous verrons que ce sera plutôt l'adoption d'une norme techniciste et pragmatique suite à la dissolution des idéaux qui orientaient *a priori* la science qui constituera pour lui la nouveauté de la technoscience. Nous constaterons cependant qu'en dépit de sa théorie du symbolique qui intègre la technicité en tant que modalité ontologique de la pratique humaine, Freitag en viendra lui-même à admettre que la technoscience conduit à l'autonomie de la technique. C'est cette contradiction des idées défendues par Freitag à propos de la technoscience que notre mémoire tentera d'exposer.

MOTS CLÉS : science, technique, technoscience, modernité, capitalisme, société contemporaine, sociologie de Michel Freitag, brevet

INTRODUCTION

La technoscience n'est pas une enfant de tout repos.

Gilbert Hottois
Regard sur les technosciences

C'est au cours des années 1970 que le néologisme « technoscience » fut introduit pour la première fois dans la langue française. Réclamant la paternité du terme, le philosophe belge Gilbert Hottois dit avoir forgé ce mot afin de montrer que, dans le cadre de la science contemporaine, « la science et la technique ne s'ignorent pas, qu'elles s'articulent au contraire très étroitement »¹. Par la création de ce terme, son but était de dépasser la philosophie des sciences qui, à cette époque, réduisait selon lui l'activité scientifique à de simples jeux de langage.

Si, en créant ce néologisme, Hottois entendait souligner la particularité du rapport contemporain entre science et technique, le terme s'est transformé en une sorte de concept fourre-tout au cours des années 1980, de telle sorte qu'il a renoncé à l'utiliser. Comme il le souligne dans ce passage d'un texte intitulé « La technoscience : de l'origine du mot à son usage actuel »,

la technoscience était devenue une sorte de mal absolu, concentrant tous les fléaux de l'époque : technicisme et technocratie, capitalisme multinational, néo-libéralisme économique, pollution, épuisement des ressources, effet de serre, impérialisme américain, globalisation, injustice mondiale, disparition des valeurs humanistes, etc.²

¹ Gilbert Hottois, 2004, *Philosophies des sciences, philosophies des techniques*, Paris, Odile Jacob, p. 14.

² Gilbert, Hottois, 2006, « La technoscience : de l'origine du mot à son usage actuel » dans Jean-Yves Goffi (dir.), *Regard sur les technosciences*, Paris, Vrin, p. 23.

Après avoir été connoté négativement au cours des années 1980, le concept de « technoscience » a acquis une tout autre signification au cours de la décennie suivante, lorsqu'il fut repris et diffusé par le constructivisme, notamment par le sociologue français Bruno Latour dans *La science en action*³. Selon l'usage qu'en fait Latour et, plus généralement, le courant constructiviste, la technoscience désigne « la science en action »; celle qui se fait et comment elle se fait. L'idée explicite derrière une telle définition étant de rompre avec « la science toute faite » des épistémologues.

Comme nous pouvons le constater à travers ces diverses connotations, il n'existe pas de concept unique de « technoscience », mais plutôt, comme le dirait Hottois, « une famille d'usages apparentés »⁴. C'est d'ailleurs cette pluralité de sens qui rend l'étude de la technoscience si difficile. Cela dit, bien que la réalité à laquelle renvoie le terme « technoscience » ne fasse pas consensus, c'est généralement pour décrire une mutation des rapports entre science et technique qu'il est le plus souvent évoqué. C'est également dans ce sens que nous l'utiliserons dans le cadre de ce mémoire. La technoscience sera donc, pour nous, un phénomène se rapportant à une transformation du lien qui unit la science contemporaine à la technique.

La transformation du rapport entre la science et la technique qui se trouve à l'origine du mot est la suivante : l'entreprise poursuivie par la science contemporaine se caractérise désormais par le souci d'efficacité et par l'omniprésence de techniques. Si l'introduction d'impératifs technicistes au cœur même de la science est généralement acceptée comme étant ce qui constitue la nouveauté du phénomène de la technoscience, la réalité technicienne de la science contemporaine a néanmoins été interprétée de différentes manières. Nous évoquerons brièvement la perspective

³ Bruno Latour, *La science en action*, Paris, La Découverte, 2005.

⁴ Gilbert, Hottois, 2006, « Le concept de "technoscience" » dans Luc Vigneault et René Blais (sous la dir.), *Culture et technoscience : des enjeux du sens à la culture*, Québec, PUL, p. 87.

défendue par L'École de Francfort, et nous pencherons par la suite sur les positions respectives de Jacques Ellul, Bruno Latour et Michel Freitag.

L'une des façons d'envisager l'intrusion de la technique au sein de la science est celle de l'École de Francfort. Selon cette interprétation, qui est l'une des plus connues, l'orientation technicienne de l'activité scientifique correspondrait à l'asservissement instrumental de la Raison, et conséquemment, à la perte de son autonomie.⁵ Pour les tenants de cette thèse, cette situation correspondrait cependant bien plus au parachèvement de la science moderne qu'à une nouveauté radicale dans l'entreprise même de la science contemporaine.

L'interprétation qui nous intéresse ici est celle qui, appréhendant la transformation du rapport entre science et technique en tant nouveauté par rapport à la science moderne, associe la technoscience à l'omnipotence de la technique, c'est-à-dire à son autonomie par rapport à toute forme d'emprise humaine. Jacques Ellul est sans aucun doute l'un des plus grands théoriciens de l'autonomie de la technique.⁶ Selon lui, en s'assujettissant l'activité scientifique et en s'imposant à elle comme une nécessité intrinsèque, la technique, entendue comme recherche de pure efficacité opérationnelle, serait devenue autoréférentielle et autonome dans le sens où elle formerait dorénavant « un ensemble d'éléments en relation les uns avec les autres de telle façon que toute modification de l'ensemble se répercute sur chaque élément »⁷. Elle échapperait désormais non seulement à la normativité scientifique, mais également à toute forme de normativité. Immaîtrisable, elle imposerait ses lois d'évolution au reste de la société. Elle ne reconnaîtrait plus aucune réalité autre que la sienne, et tout ce qui n'est pas encore soumis à l'efficacité et à l'opérativité qui la

⁵ À ce sujet, voir notamment Herbert Marcuse et Douglas Kellner « Some social implications of modern technology » dans *Technology, War and Fascism*, New York, Routledge, 1998, et Jürgen Habermas, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1990.

⁶ Au sujet de l'autonomie de la technique, voir également Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme*, Paris, Encyclopédie des nuisances/Ivria, 2002.

⁷ Jacques Ellul, 2004, *Le système technicien*, Paris, Le cherche de midi, p. 88.

caractérisent serait en attente d'être transformé par elle. Suivant cette position, « les hommes ne décide[raient] pas de l'orientation du développement technique; ils le servi[raient] et travaille[raient] à l'actualisation de ce qui est technoscientifiquement possible »⁸.

Comme nous pouvons le constater, la thèse de l'autonomie de la technique pose problème à plusieurs égards. En effet, en plus de réduire la technique à la recherche d'efficacité pure et simple, elle l'appréhende en tant qu'entité autonome sur laquelle les capacités symboliques et politiques propres à l'être humain n'auraient plus aucune emprise. En effet, nous dit Hottois,

la technoscience comme puissance tend à relativiser toutes les formes symboliques, toutes les représentations culturelles autour d'elle, se contentant d'y puiser, délibérément ou inconsciemment, des désirs, des phantasmes, ou des instruments symboliques, qui, de la simple envie d'un nouveau gadget aux demandes de procréatique par exemple, viennent alimenter la dynamique d'opération, d'invention et de production technophysiques illimitées, dont l'être – corps, génome et cerveau – est de moins en moins exempt au nom d'une exception ontologique qui le sacrifierait.⁹

Au cours des années 1990, le constructivisme en science s'est dressé contre cette thèse faisant de l'homme un simple serviteur de ses propres créations. En effet, dans *La science en action*, le but de Latour consistait non seulement, comme nous l'avons évoqué un peu plus tôt, à remettre en question la légitimité de « la science toute faite » des épistémologues, mais également à s'opposer à l'appréhension négative de la technoscience qui s'appuie sur cette même légitimité. Cette note de bas de page résume très bien qu'elles étaient ses intentions:

le mot « technoscience » étant malheureusement pris par ceux qui, à la suite de Heidegger, ont oublié qu'il fallait étudier les productions scientifiques et techniques avant de gémir sur leur absence d'être, de valeur, de beauté et de vérité, je ne l'utilise qu'au pluriel, et sans valeur ontologique profonde.¹⁰

⁸ Gilbert, Hottois, « Le concept de "technoscience" », p. 91.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Bruno Latour, *op. cit.*, p. 79. Voir à ce sujet de la posture heideggérienne, voir Martin Heidegger, « La question de la technique » dans *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 1958.

Pour Latour, les technosciences désignent la « science en train de se faire », et non une représentation diabolisée née de l'imagination des philosophes. Ce sont en fait des constructions issues de rapports de force qui, en soi, ne possèdent aucune objectivité. Elles n'acquièrent leur valeur de fait et leur durabilité dans le temps que lorsqu'elles cessent d'être isolées et qu'elles sont reprises, au risque d'être transformées, par une chaîne continue d'acteurs. Ainsi, si la chaîne qui donne valeur de fait aux technosciences disparaît, les technosciences disparaissent elles aussi. En fait, nous dit Latour, si personne ne les reprend, c'est comme si elles n'avaient jamais existé. Étant donc les produits d'une lutte d'intérêts, les technosciences ne sont rien d'autre, en ce sens, qu'une rhétorique, celle de celui qui, maîtrisant les règles banales de la politique la plus ancienne, réussit à imposer ses énoncés comme vrais.

Si la notion de technoscience mise de l'avant par Latour a le mérite de mettre en évidence la complexité des jeux de pouvoirs qui traversent de part en part l'activité scientifique, elle échoue cependant dans sa tentative visant à dépasser la thèse de l'autonomie de la technique. En effet, en ce qu'elle ramène la science et la technique à une rhétorique, elle nie non seulement les spécificités respectives de ces deux activités, mais elle tend également à réduire la technique à une simple construction langagière. Or, comme le souligne encore une fois Hottois, « Va-t-on affirmer que l'efficacité d'une technologie est radicalement dépendante des accords intersubjectifs en niant toute légalité propre au technophysique? »¹¹. Certainement pas. Selon Pierre Ducassé, la technique n'est en rien réductible à un discours. En effet, nous dit-il, « la technique, par définition, ne vaut que si son efficacité est indépendante de tout commentaire verbal : dépendre d'une philosophie serait pour elle renier toujours par quelque côté sa meilleure prétention »¹². Ainsi, si la position défendue par Ellul tend à réduire la technique à ce seul et unique caractère d'efficacité et à en faire une entité

¹¹ Gilbert, Hottois, « Le concept de « technoscience », p. 88.

¹² Pierre Ducassé, cité dans Gilbert Hottois, *Philosophies des sciences, philosophies des techniques*, p. 123.

qui, après s'être assujéti l'activité scientifique, impose sa toute-puissance à l'être humain; celle défendue par Latour tend, quant à elle, à nier la spécificité ontologique de la technique et à la réduire à une simple rhétorique. Malgré tout le mérite qui lui revient, la posture latourienne n'arrive pas à offrir une alternative qui soit en mesure de dépasser la thèse qui fait de la technoscience un processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine.

Parmi les positions théoriques qui parviennent à dépasser la thèse de l'autonomie de la technique figure celle défendue par le sociologue Michel Freitag. Selon lui, la technicité est une activité essentielle de toute activité subjective dans le monde à travers laquelle le sujet réussit à s'adapter aux déterminations empiriques du milieu dans lequel il se trouve. Plus simplement, c'est elle qui permet au sujet de transformer efficacement les conditions hostiles de son milieu qui, autrement, conduiraient à sa perte. Faisant de la technicité une modalité ontologique de l'être humain ayant comme finalité l'efficacité de l'action, la théorie générale de ce sociologue québécois d'origine suisse reconnaît donc, contrairement à Latour, la spécificité ontologique de la technique – la recherche d'efficacité –, mais refuse d'en faire quelque chose d'extérieur au sujet comme le fait par ailleurs Ellul.

Si, dans sa conceptualisation de la technique, la théorie freitagienne parvient déjà à dépasser les positions antithétiques d'Ellul et de Latour, un autre élément permet également d'empêcher de percevoir la technoscience en tant que processus par lequel la technique échappe à la maîtrise humaine : pour Freitag, tout rapport humain au monde est médiatisé par le symbolique. C'est le symbolique qui, en fait, constitue le mode ontologique par lequel l'être humain se maintient dans l'existence. Autrement dit, sans la médiation symbolique dans son rapport au monde, l'être humain, conçu en tant que sujet social et réflexif, ne pourrait tout simplement pas exister. En ce sens, ce n'est qu'en étant médiatisée, c'est-à-dire anticipée et orientée, par le symbolique que l'action technique peut être accomplie par le sujet humain.

Ainsi, l'efficacité visée par l'activité technique étant, selon Freitag, absolument tributaire du mode ontologique du sujet qui l'accomplit – le symbolique dans le cas de l'être humain –, la technoscience ne peut se présenter comme un processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine. C'est pourquoi la technoscience résulte plutôt, selon Freitag, de l'adoption d'une norme posant la technique comme absolu.

Néanmoins, nos recherches sur le concept de technoscience dans la sociologie dialectique de Freitag ont fait surgir une tension, voire une contradiction, au sein de ses œuvres. En effet, dans ses premiers écrits, Freitag considère la technoscience comme étant la conséquence de l'adoption d'un idéal techniciste, alors que dans ses derniers, il en vient paradoxalement à considérer la technoscience à la manière d'un Ellul, c'est-à-dire comme un processus par lequel la technique échappe à la maîtrise de ceux qui l'ont créée. Selon Freitag des derniers écrits, dès que la science et la technique en viennent à se fusionner, la recherche d'efficacité se transforme en une puissance qui, ne connaissant et ne reconnaissant plus aucune limite à son expansion, s'assujettit la vie humaine tout en en détruisant les conditions de possibilité. Devant une telle contradiction, le présent mémoire tentera de répondre à la question suivante : *comment, en dépit de sa théorie du symbolique qui intègre la technicité en tant que modalité ontologique de l'être humain, Freitag en vient-il lui-même à considérer la technoscience en tant que processus par lequel la technique se transforme en une puissance qui, en plus de nous échapper, met à mal les méditations symboliques qui nous permettent de nous maintenir dans l'existence en tant que sujet social et réflexif ?*

Afin de mener à bien ce projet, nous utiliserons les principaux ouvrages et articles de Freitag. En nous appuyant principalement sur les deux tomes de *Dialectique et société* et sur son article intitulé « La nature de la technique », nous procéderons dans le premier chapitre à l'analyse descriptive de la nature de la

technique chez Freitag et verrons que celle-ci constitue une dimension ontologique de l'action de tout être vivant – animal ou humain. Nous constaterons dès lors que pour Freitag, c'est la constitution d'une activité réflexivement orientée vers l'efficacité et son perfectionnement qui distingue la technicité humaine de la technicité animale. Après avoir expliqué en détail cette distinction, nous indiquerons en quoi l'institution du pouvoir, en tant que médiation symbolique de deuxième degré, s'avère pour Freitag, la condition sociologique nécessaire à l'élaboration d'une activité technique visant systématiquement l'efficacité et son amélioration. Nous verrons alors que c'est sous l'égide d'une telle médiation, particulièrement sous le mode de reproduction politico-institutionnel de deuxième cycle – qui correspond au pouvoir moderne – que la dimension technique de l'action trouvera sa forme la plus accomplie.

Dans le chapitre II, nous expliquerons en quoi la technoscience s'impose comme une nouveauté pour Freitag. En nous appuyant sur ses premiers écrits¹³, nous verrons que c'est l'adoption d'une norme techniciste et pragmatique, suite à la dissolution des idéaux épistémologiques qui orientaient a priori la science moderne, qui caractérise la technoscience. Nous constaterons que c'est à ce moment, selon Freitag, que la science abandonne son projet civilisationnel de se constituer en explication générale du monde phénoménal et qu'elle devient progressivement l'observation de nos manipulations sur le réel. Nous montrerons par ailleurs qu'à l'encontre de sa propre théorie voulant que le symbolique soit la condition même de l'existence humaine, Freitag en viendra lui-même, dans ces derniers écrits traitant de cette question¹⁴, à considérer la technoscience en tant que processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine.

¹³ Nous nous référons principalement ici au deux tomes de *Dialectique et société*.

¹⁴ Cette idée sera le plus ardemment défendue dans « De la Terreur au *Meilleur des Mondes*. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique » dans Daniel Dagenais (sous la dir.) *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, PUL, 2003.

Afin de comprendre les raisons qui expliqueraient le traitement contradictoire de la technoscience dans la sociologie de Freitag, nous avons cru pertinent de consacrer le chapitre III du présent mémoire à l'étude du concept mode de régulation politico-institutionnelle de deuxième cycle. Nous verrons alors qu'en plus de permettre la constitution d'une activité réflexivement et systématiquement orientée vers l'efficacité de l'action et son perfectionnement, un tel mode de régulation permet également à la liberté individuelle de se déployer. Après avoir observé ce qui constitue pour Freitag les caractéristiques sociohistoriques permettant au pouvoir moderne d'émerger, nous nous intéresserons au processus de modernisation de la France – modèle idéaltypique de la modernité chez Freitag –, de même qu'à la voie particulière par laquelle la constitution du système politico-institutionnel moderne s'est accomplie en Angleterre. Nous nous référerons alors au texte de Freitag intitulé « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre »¹⁵.

Puis, nous verrons dans le chapitre IV qu'en Angleterre, la recherche d'efficacité, que Freitag associe à une puissance qui serait devenue autonome, va en fait participer à la constitution du système politico-institutionnel anglais. Pour ce faire, nous nous appuierons sur *Le capital* de Marx et sur *L'origine du capitalisme* d'Ellen Meiksins Wood.¹⁶ Nous observerons en effet que la modernité anglaise va permettre l'émergence du capitalisme, lequel est fondé sur une logique d'*improvement*, c'est-à-dire sur une augmentation indéfinie de l'efficacité et des profits. Une fois que nous aurons démontré en quoi la recherche indéfinie d'efficacité participe à la consolidation du pouvoir moderne nous serons à même de remettre en question l'idée défendue par Freitag selon laquelle une telle recherche serait devenue une force autonome détruisant les conditions d'existence de l'être humain.

¹⁵ Michel Freitag, « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre » dans *Société*, no 14, 1995.

¹⁶ Ellen Meiksins-Wood, *L'origine du capitalisme. Une étude approfondie*, Montréal, Lux, 2009.

Finalement, nous montrerons dans le cinquième et dernier chapitre que la technoscience n'est pas un processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine, mais que, fille du capitalisme, elle est le résultat d'une longue chaîne de décisions politiques visant à maintenir l'accumulation du capital.

PREMIÈRE PARTIE

**TECHNIQUE, SCIENCE ET TECHNOSCIENCE DANS LA THÉORIE
SOCIOLOGIQUE DE MICHEL FREITAG**

CHAPITRE 1

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES : LA TECHNIQUE COMME MOMENT CONSTITUTIF DU MODE EXISTENTIEL DE L'ÊTRE HUMAIN ET SON MODE D'INSERTION DANS LE PROCÈS DE REPRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ

Si les navettes tissaient d'elles-mêmes la toile, si l'archer tirait spontanément les sons de la cithare, alors les architectes n'auraient pas besoin d'ouvriers ni les maîtres d'esclaves.

Aristote
Les Politiques

1.1 Le rapport d'objectivation symbolique comme modalité ontologique de l'être humain

La place qu'occupe la technique dans la sociologie de Michel Freitag ne peut être saisie qu'au regard de sa théorie du vivant. Selon cette théorie, « l'*individualité* irréductible »¹ de l'être organique, à savoir la spécificité ontologique de son existence relativement au monde naturel qui l'entoure, implique qu'il ne peut appréhender le réel dans lequel il se trouve sans avoir recours à une médiation. Contrairement à la nature physico-chimique, qui ne possède aucune extériorité à elle-même, l'être vivant dispose quant à lui d'une certaine autonomie à l'égard du caractère immuable de la matière inanimée qui constitue son milieu. Appartenant lui-même à cet univers inerte de par la substance dont il est constitué, il s'en dissocie en même temps en répondant à des normes spécifiques, lesquelles ne s'inscrivent pas dans le même mouvement

¹ Michel Freitag, 1986, *Dialectique et société I. Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Saint-Martin et Lausanne, L'Âge d'Homme, p. 136.

que celles qui régissent la nature inorganique, mais précisément en rupture avec elles. Ainsi, explique Freitag à l'aide de ces exemples,

les dents de l'animal déchirent ou broient de la nourriture, mais l'animal « mange ». Les muscles déplacent ses membres, mais l'animal « marche » ou « court ». Les rayons lumineux modifient les cellules de la rétine et les flux chimiques ou électriques de la matière cérébrale, mais l'animal « voit », « observe », « porte son attention vers ».²

C'est en vertu de cette autonomie dans le monde – qui suppose une intentionnalité qui ne peut en aucun cas être assimilée aux régularités de l'univers inanimé dans lequel il se trouve – que l'être vivant institue ce même univers en une extériorité qui lui est propre. Dès lors, parce qu'un tel mode d'existence suppose une rupture entre l'être vivant et le milieu auquel il appartient, ou, pour reprendre les termes de Freitag, parce que « la vie organique se présente comme le déploiement d'un rapport au monde qui implique autonomie et dépendance »³, une médiation doit absolument intervenir afin de combler la distance qui sépare le sujet autonome de son environnement. En effet, écrit-il,

si l'autonomie [...] implique une « séparation » ou une « prise à distance » vis-à-vis du « monde », l'exercice continu et cumulatif de cette même autonomie est assujéti à la condition d'un « retour au monde », d'une « appropriation effective du monde » et d'une « reproduction de soi dans le monde ».⁴

Irréalizable sans médiation, ce rapport d'intentionnalité dans lequel « ne peut être engagé qu'un être subjectif disposant d'une réflexivité vis-à-vis de soi, et capable dès lors d'effectuer dans le champ d'extériorité qui s'ouvre à lui des "mises en relation" »⁵, constitue, pour Freitag, le mode existentiel de tout être vivant. Les modalités de ce rapport sont quant à elles constitutives de ce qu'il appelle la « pratique ». En un mot, ce n'est qu'à travers elle que le sujet parvient, sous différentes formes, à affirmer son autonomie dans le monde.

² *Ibid.*, p. 136.

³ *Ibid.*, p. 137.

⁴ *Ibid.*, p. 141.

⁵ *Ibid.*, p. 133.

Il n'existe, selon Freitag, que trois modalités ontologiques de rapport d'objet, ou, pour dire les choses plus simplement, que trois médiations à travers lesquelles s'effectue le rapport entre le sujet et son milieu, soit l'objectivation sensorimotrice, l'objectivation symbolique et l'objectivation formelle⁶. Nous n'aborderons, pour notre part, que la première et la deuxième. Concernant l'objectivation sensorimotrice, qui est celle de l'animal, Freitag indique que c'est le signal qui constitue la médiation entre ces deux termes. En ce qu'il appartient d'un côté à la matérialité du monde objectif de l'animal, et de l'autre, à celle de l'animal lui-même, il déclenche une certaine réaction physico-chimique dans l'organisme de celui qui le perçoit, laquelle détermine ensuite le comportement à adopter. Se présentant sous la forme du besoin, le signal suscite en effet chez l'animal une intention, déjà présente en lui par instinct ou par souvenir d'une expérience antérieure, qui va par la suite orienter son comportement vers un objectif particulier. C'est ainsi, pour reprendre l'exemple de Freitag, que l'odeur et le mouvement d'une souris deviennent pour le chat affamé autant de signaux qui le poussent instinctivement à adopter un comportement de chasse, et qu'au revers, la vue du chat devient pour la souris apeurée le signal lui dictant de s'enfuir.

La caractéristique de la médiation sensorimotrice à travers laquelle s'effectue le rapport entre l'animal autonome et le monde qui lui permet d'exister en tant que tel est qu'en l'absence du signal qui mobilise en lui un schème d'action intentionnel, la coordination entre l'activité subjective et le résultat objectif de cette même activité ne peut avoir lieu. Autrement dit, l'intention qui anime l'animal n'existe que momentanément, qu'aux seuls temps et lieu où ses sens captent le signal lui dictant le comportement à adopter. Conséquemment, nous dit Freitag,

l'animal n'a pas de surplomb global, vertical, sur l'ensemble de ses comportements virtuels, ni par conséquent sur l'unité et la continuité de sa propre subjectivité, ou

⁶ Freitag en entrevoit une quatrième, plus primitive, avec le tropisme chez les végétaux.

encore sur l'objectivité du monde en tant que tel, entendu comme la coexistence de la totalité des objets virtuels de l'appréhension objective.⁷

Selon lui, c'est l'objectivation symbolique propre à l'être humain qui va permettre un tel surplomb réflexif.

Freitag décrit le passage à l'objectivation symbolique comme étant « la réalisation d'une intégration des "signaux" entre eux impliquant leur autonomisation à l'égard des schèmes sensori-moteurs dans lesquels ils se trouvaient engagés concrètement, par contiguïté spatio-temporelle »⁸. Cela veut dire que lorsque le rapport entre le sujet et son milieu devient médiatisé par le symbolique, qui comprend le langage et la culture, ce n'est plus la perception directe du signal qui suscite, par instinct ou mémorisation, une certaine intention comportementale, mais bien l'anticipation de l'action d'autrui. Avec l'objectivation symbolique, nous dit-il « l'accomplissement du rapport propre à la chose passe sous la dépendance de l'action d'autrui, et [...] la médiation de l'anticipation de cette action devient alors une condition pratique effective imposée à toute appropriation du monde par le sujet particulier »⁹. Pour dire les choses plus simplement, c'est en se représentant l'intentionnalité d'autrui, ou, en d'autres termes, en anticipant chez lui une action qui n'est pas en train de s'accomplir, que le sujet parvient désormais à orienter sa propre activité dans le monde. Dans ce contexte où les choses peuvent dorénavant être représentées en leur absence, souligne Freitag, « le sujet symbolique cesse de s'extasier dans chacune de ses objectivations particulières, pour s'ériger en sujet capable de surplomber la totalité de ses objectivations virtuelles, désormais représentées pour lui de manière purement symbolique »¹⁰. C'est donc le rapport immédiat à soi-même qui caractérisait la subjectivité animale qui, du coup, disparaît

⁷ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 144.

⁸ *Ibid.*, p. 151.

⁹ *Ibid.*, p. 152.

¹⁰ *Ibid.*

au profit d'un rapport où les différents moments discontinus de l'activité subjective se voient désormais intégrés dans une unité d'ensemble.

À partir du moment où le signal n'agit plus en tant que norme déterminant la capacité opératoire du sujet, une autre forme de contrainte doit prendre sa place. Dans le contexte de l'objectivation symbolique, c'est l'idéologie dite « petit *i* »¹¹ qui, correspondant à la culture de base, intervient dorénavant en tant que norme déterminant l'intentionnalité de l'être humain. En effet, en ce qu'elle attribue aux choses une valeur et une essence qui apparaissent au sujet comme vérité immédiate et concrète, l'idéologie institue une forme déterminée d'appropriation du monde, laquelle se présente du coup comme devoir-être. Le passage suivant du premier tome de *Dialectique et société* exprime bien la position de Freitag quant au rôle fondamental de l'idéologie :

[l'idéologie] occulte systématiquement la particularité déterminée du rapport au monde, faisant de cette particularité la propriété essentielle et générique de l'objet, la « nature » universelle de celui-ci, son mode propre de présence. La concrétude particulière qu'elle dérobe au rapport à l'objet, elle en investit la chose même pour faire d'elle un objet universellement et immédiatement concret [...]. Inversement, l'idéologie, après avoir vidé le rapport de toute sa concrétude, représente celui-ci comme forme abstraite, neutre, transparente, immatérielle, indifférente, passive de l'appropriation du monde [...]. Elle fige, elle pétrifie comme « ordre du monde », ou « nature des choses » l'ordre de l'action et l'ordre du discours, et c'est ainsi encore une fois qu'elle fonctionne au cœur du procès de reproduction des structures de l'action [...], et qu'elle n'est en fin de compte rien d'autre que ce procès de reproduction, sa médiation efficace [...].¹²

Loin d'être une distorsion sournoise de la réalité, l'idéologie est donc, dans ce sens, positive et nécessaire à la reproduction de la structure de la pratique humaine. C'est elle qui, dans le contexte de la virtualisation symbolique de l'objet, permet à celui-ci

¹¹ Freitag introduit les concepts d'idéologie « petit *i* » et d'idéologie « grand *I* » afin de bien distinguer sa conception de l'idéologie de celle héritée du marxisme. L'idéologie dite « petit *i* » correspond ainsi à une condition ontologique de l'être humain, alors que l'idéologie dite « grand *I* » est quant à elle destinée à légitimer une superstructure politico-institutionnelle. Voir à ce sujet *Dialectique et société II. Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, 1986, chapitre 11.

¹² Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 210.

d'entrer dans le procès de reproduction de la pratique, et partant, du sujet et de la société. Pour Freitag, elle constitue littéralement la condition ontologique même de l'être humain conçu comme sujet symbolique, c'est-à-dire social et réflexif. Dans ce contexte, nous dit-il, « nier, par hypothèse, l'idéologie, vouloir la supprimer, c'est vouloir nier et supprimer cette positionnalité, cette concrétude, cette détermination du réel »¹³. Selon lui, « seul l'idéalisme absolu peut proférer la négation de l'idéologie, lui seul peut se moquer d'elle en n'y voyant qu'un écran de fumée et d'illusions que viendrait dissiper l'appropriation directe de la vérité »¹⁴.

1.2 La technique comme modalité ontologique de la pratique

Nous avons vu précédemment qu'en tant que mode ontologique de tout être vivant, la pratique comprend, pour Freitag, les diverses modalités de l'action à travers lesquelles se manifeste l'autonomie du sujet. S'exprimant à travers toute forme d'action intentionnelle, la technicité figure parmi ces modalités. Selon lui, elle est « une dimension essentielle, mais cependant partielle et non suffisante [...] de toute activité subjective dans le monde »¹⁵ qui représente

l'adéquation des opérations autonomes du sujet aux déterminations empiriques (résistance) du monde extérieur dans lequel elle vise non seulement à exprimer son intention (à la montrer), mais à la réaliser effectivement sous la forme d'une transformation et d'une appropriation objective.¹⁶

Autrement dit, la technicité est le moment où l'action est orientée intentionnellement vers un objectif de modification efficace des conditions inhospitalières du milieu auquel le sujet appartient et dépend. Plus simplement encore, elle correspond à une recherche subjective d'efficacité objective.

¹³ *Ibid.*, p. 212.

¹⁴ *Ibid.*, p. 213.

¹⁵ Michel, Freitag, 2002, « La nature de la technique » dans *L'oubli de la société*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 325.

¹⁶ *Ibid.*, p. 329.

À un tel niveau de définition, la dimension technique s'applique à toute situation existentielle d'action intentionnelle, mais n'est pas encore une activité délibérément et systématiquement orientée vers un objectif d'efficacité. En effet, nous dit Freitag, « la réflexivité à laquelle réfère la notion générale de technicité n'est pas d'abord explicite et systématique, elle coïncide d'abord avec cette forme de réflexivité que comporte la vie comprise en tant qu'activité vitale »¹⁷. Chez l'animal, c'est dans l'adaptation de ses structures corporelles innées à la réalisation empirique d'un objectif visé intentionnellement que le moment technique se manifeste. La technicité demeure donc, en ce sens, confondue avec son être biologique. Ainsi, que ce soit l'araignée qui tisse une toile en vue de capturer ses proies, ou encore le poisson-lanterne qui imite le mouvement de ses victimes à l'aide de son antenne lumineuse afin de les leurrer et de les attraper, la dimension technique de l'agir, nous dit Freitag, reste toujours, chez l'animal, « elle-même indifférenciée relativement aux autres dimensions ou moments constitutifs de sa nature »¹⁸.

Si, dans l'existence animale, la technicité est inséparable de l'être biologique du sujet, dans les premières sociétés humaines, elle se confond avec l'ordre symbolique à partir duquel est assurée la reproduction existentielle de l'être humain et de la société dans laquelle il se trouve. En effet, nous dit Freitag, dans les sociétés primitives, « le moment proprement technique de l'action humaine reste en effet encore indissocié des autres moments épistémiques de l'action : ce qui se trouve "réalisé" en dehors de l'être organique de l'homme, c'est la *culture* »¹⁹. Cela revient à dire que, dans de telles sociétés, l'efficacité visée par l'action technique demeure immédiatement confondue avec le langage et la culture, dans la mesure où elle participe elle-même à la reproduction existentielle du sujet et à la régulation sociale. Elle n'est pas encore un objectif en soi, mais demeure plutôt elle-même une

¹⁷ Michel Freitag, 1986, *Dialectique et société II. Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, Montréal, Saint-Martin et Lausanne, L'Âge d'Homme, p. 267.

¹⁸ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 338.

¹⁹ *Ibid.*, p. 339.

médiation à partir de laquelle s'effectue le rapport entre le sujet humain et son milieu naturel et social. En ce sens, l'efficacité ne peut donc pas être conçue dans sa valeur instrumentale, et ne peut encore moins être l'objet d'une amélioration réfléchie. Elle est encore, nous dit-il, « cette dimension instrumentale que possède l'action lorsque son intention consiste dans l'appropriation ou la transformation du monde extérieur ou encore dans la modification de l'activité autonome d'autrui »²⁰. Comme nous allons le voir à l'instant, ce n'est qu'avec l'émergence du pouvoir que pourra progressivement se constituer une activité réflexivement orientée vers l'efficacité de l'action.

1.3 Le pouvoir comme condition d'autonomisation de la technique et des autres dimensions de l'action

Selon Freitag, la technicité ne devient une activité spécifiquement technique, c'est-à-dire une activité expressément et systématiquement orientée vers l'efficacité et son perfectionnement, que lorsqu'elle réussit à se dissocier de l'ordre symbolique à partir duquel est assurée la reproduction de la société. Autrement dit, ce n'est qu'une fois émancipée de la normativité du langage et de la culture à laquelle elle est soumise qu'elle devient elle-même une activité ayant pour objet l'efficacité de l'action. Suivant ce qu'il affirme, seul le pouvoir, en tant que médiation symbolique de second degré réflexivement instituée est en mesure de transformer la technicité immanente à toute action intentionnelle en un « "pouvoir faire" autonome, maître de ses propres normes d'action »²¹. En effet, en prenant lui-même en charge la reproduction de la société, le pouvoir libère le système symbolique de sa fonction première, et permet du coup à la dimension technique de la pratique (et aux autres dimensions également) de s'émanciper de la normativité du langage et de la culture qui, jusque-là, l'empêchait d'être appréhendée réflexivement dans sa valeur

²⁰ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 269.

²¹ *Ibid.*, p. 270.

d'efficacité instrumentale. Ce passage du deuxième tome de *Dialectique et société* résume bien la position de Freitag quant au rôle fondamental du pouvoir dans la constitution d'une activité proprement technique :

[le pouvoir] assujettit les pratiques à des règles extérieures abstraites et générales dont le respect est imposé par la définition générale d'une sanction conditionnelle, et du même coup, [il] les détache de cet assujettissement direct à une normativité attachée à leur objet par la médiation d'un système culturel-symbolique commun. Le terme intentionnel de chaque pratique devient alors pour elle une *finalité extérieure*, vis-à-vis de laquelle elle dispose désormais d'une autonomie propre. C'est dans le champ d'exercice de cette autonomie que la pratique parvient alors progressivement à dissocier la fin et les moyens, et à objectiver les moyens – c'est-à-dire d'abord ses propres modalités opératoires – de manière distincte et réflexive. Cette forme opératoire de la pratique n'appartenant plus à l'objet intentionnel, elle devient donc « libre » en tant qu'instrument, et elle peut être alors aussi jugée distinctement selon son efficacité ou son adéquation instrumentale vis-à-vis de la réalisation de sa finalité extérieure.²²

Ainsi, comme nous pouvons le constater dans l'extrait précédent, ce sont les normes du pouvoir qui constituent la condition de l'autonomisation des différentes dimensions de la pratique – la technicité, dans le cas qui nous intéresse ici. Soumise à la normativité de cette médiation symbolique de second ordre, elles peuvent enfin devenir des activités possédant chacune d'entre elles une finalité qui lui est propre, détachée de la reproduction existentielle immédiate du sujet et de la société.

La médiation symbolique de second degré à partir de laquelle peut s'effectuer la constitution d'une activité proprement technique apparaît historiquement avec le développement de l'agriculture. Plus précisément, indique Freitag, c'est à partir du moment où les êtres humains s'approprient et transforment la nature aux fins de leur subsistance, ou encore, à partir du moment où il faut désormais peiner, investir un effort, afin de jouir des fruits de la terre, qu'apparaît pour la première fois le pouvoir en tant que médiation. En effet, dans la mesure où elle implique une disjonction entre l'activité de production (le moment des semailles) et celle de la consommation (le moment de la récolte), l'agriculture comporte intrinsèquement et structurellement la

²² *Ibid.*

possibilité d'une attribution sociale différenciée de la terre et de ses fruits : ceux qui cultivent la terre ne sont pas nécessairement ceux qui la possèdent ou ceux qui en jouissent, et au revers, ceux qui en jouissent de ne sont pas nécessairement ceux qui la cultivent. Plus simplement, c'est l'éventualité d'un asservissement des travailleurs de la terre à ceux qui la possèdent qui s'ouvre dorénavant avec un tel mode de subsistance. Avec l'agriculture, nous dit Freitag,

tous et chacun peuvent alors aussi être désormais dépossédés, soit de l'extérieur (mais en restant alors contraints de poursuivre pour d'autres la tâche d'appropriation artificielle de la nature), soit de l'intérieur, au profit de quelques-uns. Ainsi naît la possibilité structurelle du rapport maître-esclave ou maître-serviteur.²³

Dans un tel contexte, poursuit-il, le pouvoir devient ni plus ni moins « la condition de stabilisation d'une société agricole où s'est développée la division sociale entre des agriculteurs asservis et des possesseurs de la terre »²⁴. En ce qu'il établit un rapport de domination fondé sur la possibilité d'une sanction, il s'impose donc en tant que « capacité de rétablir le fonctionnement et la reproduction de la société par-dessus l'existence d'une contradiction dont l'effet serait, autrement, la dissolution du mode de la reproduction symbolique inhérent au niveau de la pratique de base »²⁵. C'est donc en vue de réguler ces conditions sociales différenciées qui ne se confondent plus (en partie) avec le langage et la culture qu'apparaît la médiation symbolique de second degré à partir de laquelle devient possible la constitution d'une activité proprement technique.

En vertu de la séparation qu'elle comporte entre l'activité de production et celle de consommation, l'agriculture participe non seulement à la naissance du pouvoir, mais conduit indubitablement et irréversiblement à la constitution du « produit » en tant que résultat d'une activité proprement humaine (et non plus en tant que don de la nature). Conséquemment, elle entraîne la différenciation entre les

²³ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 351.

²⁴ *Ibid.*, p. 352.

²⁵ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 218.

moyens et les fins de même que la différenciation entre l'outil et l'efficacité qu'il vise. Si, comme nous pouvons le constater, cette pratique de subsistance mène à une certaine appréhension de la valeur instrumentale de l'action technique, Freitag précise néanmoins que le développement d'une pratique expressément et systématiquement orientée vers l'efficacité et son perfectionnement reste tout de même irréalisable. Dans les sociétés de pouvoir traditionnelles, l'autonomisation de la dimension technique demeure encore limitée par le caractère encore très normatif de la culture et du langage. En effet, même si, avec l'agriculture, les fruits de la nature n'affluent plus de sa puissance génératrice comme d'une corne d'abondance, même s'il faut désormais investir peine et labeur pour les lui arracher, la nature demeure encore culturellement appréhendée en termes très normatifs de fécondité et de générosité. C'est en fait ce que résume ce passage de « La nature de la technique » :

les hommes ne « produisent » ni les espèces végétales et animales, ni le cycle saisonnier de la croissance des plantes, ni les animaux et la fécondité qui les habitent, ni le climat, ni les saisons, ni leurs variations bénéfiques ou catastrophiques. Toujours le paysan vit sous la dépendance de la nature, et l'activité agricole ne deviendra donc jamais dans les sociétés traditionnelles une simple « activité productive ».²⁶

Ainsi, bien que le pouvoir soit désormais nécessaire aux fins de la régulation d'une société où s'est développée une division sociale entre les producteurs et les consommateurs, la normativité de l'ordre symbolique y demeure encore trop imprégnée pour que puisse vraiment s'émanciper la technicité et les autres dimensions de la pratique.

C'est plutôt avec le développement des métiers artisanaux que la technicité devient une dimension distincte et particulière de la pratique humaine. Avec l'artisanat, nous dit Freitag, « le savoir et le savoir-faire qui y sont mis en œuvre n'appartiennent plus à l'univers structurellement unifié et épistémiquement synthétique de la culture commune : ils sont détachés du *logos* qui était commun au

²⁶ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 353.

monde et aux hommes »²⁷. Autrement dit, chaque activité productive se spécialise en métier spécifique possédant ses propres techniques de production, ses propres règles d'apprentissage, et ses propres normes de perfectionnement. Dans ce même mouvement, l'outil acquiert pour sa part le statut d'instrument et, partant, devient porteur d'une efficacité qui lui est propre, susceptible d'être améliorée selon les règles particulières de chaque métier. C'est ce que Freitag explique dans le passage suivant :

L'outil porte désormais en lui sa propre efficacité qui est détachée des « puissances » propres aussi bien au sujet qui l'emploie, qu'à l'objet auquel il est appliqué et à la forme culturelle synthétique de leur rapport, il ne se fonde plus dans l'unité synthétique d'un rapport au monde déterminé, et dans ce sens il se différencie par exemple du langage compris en son sens commun [...], où le mot, tout en médiatisant effectivement le rapport du sujet au monde et à autrui, se confond encore avec la chose ainsi qu'avec l'intention qui, en son sens normatif, est commune au locuteur et à l'auditeur.²⁸

Bien que la spécialisation des activités artisanales conduise à l'objectivation des diverses techniques productives, un élément limite encore ici l'autonomisation de la dimension technique de l'action, à savoir l'isolement de ces activités les unes des autres. Dans les sociétés artisanales, nous dit Freitag, « l'art de chaque métier reste un art particulier, refermé ou cantonné dans sa spécificité au niveau de tous les rapports qu'il entretient avec la société en général »,²⁹ d'autant plus qu'il appartient encore exclusivement aux seules personnes qui savent le mettre en œuvre. Dans un tel contexte, ce sont également les techniques productives de chacun de ces métiers qui demeurent isolées, incommensurables les unes par rapport aux autres. Ainsi, bien qu'elle s'oppose déjà à la technicité immanente à toute action intentionnelle dans le monde, la dimension technique de l'agir, dans les sociétés traditionnelles, n'est pas encore à proprement parler une pratique universelle ayant pour objet l'efficacité générale de l'action (ce que Freitag appelle *la technique*). Loin d'être une procédure

²⁷ *Ibid.*, p. 356.

²⁸ *Ibid.*, p. 359.

²⁹ *Ibid.*, p. 361.

unique indépendante de celui qui se l'approprie, elle demeure éclatée en une multitude de techniques qui n'ont entre elles aucune commune mesure (*les techniques*).

Si le pouvoir constitue pour Freitag la condition d'autonomisation de la technicité, ce n'est cependant qu'avec son institutionnalisation, ou encore, pour reprendre ses termes, que lorsque « l'exercice de la domination est subordonné à des règles générales qui en définissent par avance les formes légitimes et le rendent par conséquent prévisible »³⁰, que s'effectue véritablement la constitution unitaire de *la* technique. En effet, à partir du moment où une instance d'un niveau de généralité supérieur – l'État – impose son système de règles formelles, universalistes et abstraites à la capacité d'instituer réflexivement des normes et leur sanction, les autres dimensions de la pratique qui s'y trouvent en principe elles aussi soumises deviennent enfin libres de s'approprier à leur guise l'ensemble du langage et de la culture et, partant, de se déployer selon des modalités qui leur sont propres, sans que cela n'affecte la régulation et la reproduction de la société. C'est donc dans ce contexte, qui est celui de la modernité, que l'activité technique, mais aussi l'activité scientifique, esthétique, et économique, pour ne nommer que celles-ci, parviennent toutes à se développer en tant qu'activité spécifique possédant un principe d'autorégulation propre, relativement indépendant de la régulation institutionnelle. Pour reprendre les termes de Freitag, c'est à ce niveau que

la pratique sociale significative, dégagée de son insertion *directe* dans le procès de reproduction sociale, devient partiellement disponible et ouverte à des développements opératoires systématiques qui représentent en même temps la contrepartie « culturelle » de l'opérationnalité fonctionnelle qui caractérise le mode de constitution et d'intervention du système institutionnel.³¹

Même si l'activité technique ne devient exclusivement et systématiquement orientée vers l'efficacité de l'action et son perfectionnement qu'en se développant

³⁰ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 288.

³¹ *Ibid.*, p. 262.

dans l'extériorité du pouvoir institutionnel qui assure la régulation de la société, elle demeure tout de même intégrée au procès de reproduction sociale, faute de quoi elle cesserait d'être un mode ontologique de la pratique. Selon Freitag, c'est parce que la domination permanente du système institutionnel ne s'impose jamais en tant que tel à la pratique sociale qui lui est assujettie, ou encore, pour reprendre ses termes exacts, parce que « le pouvoir qui refait l'unité sociale en établissant, par la médiation institutionnelle, un rapport de domination [...] ne se présente jamais "à nu" comme pure capacité fonctionnellement arbitraire d'institutionnalisation et de répression »³², que la technique et les autres dimensions de l'action qui se sont elles aussi autonomisées demeurent constitutives du mode existentiel de l'être humain. C'est en fait en déplaçant le lieu de sa propre signification en dehors et au dessus de l'univers objectif propre à chaque activité sur lesquelles elle exerce sa contrainte répressive que la domination sociale institutionnalisée n'apparaît pas sous forme de pure violence et qu'elle continue conséquemment d'orienter l'intentionnalité du sujet vers une forme déterminée d'appropriation du monde. Cela revient tout simplement à dire que le système institutionnel possède un caractère *a priori* à l'égard de toutes les formes de pratiques sociales qui lui sont soumises, ou encore, qu'il s'impose à elles de manière explicite comme référence normative absolue.

Selon Freitag, c'est la production d'une idéologie de légitimation – ou l'idéologie « grand I » – qui permet au système institutionnel d'occulter le rapport social de domination nécessaire à la reproduction de la société. En ce qu'elle représente selon lui « un discours systématique, spéculatif et doctrinal (théorique) dont l'objet n'est plus directement la réalité dans l'appropriation de laquelle l'action pratique se trouve engagée, mais une réalité "idéale", "immatérielle", "supérieure" et "lointaine" »³³, l'idéologie de légitimation s'impose en tant qu'absolu par rapport auquel l'ordre inférieur mais convergé de la pratique concrète s'oriente tout en s'en

³² *Ibid.*, p. 226.

³³ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 214.

distinguant. Afin d'affirmer sa suprématie par rapport à toutes les autres sphères de la pratique, elle établit non seulement un dualisme ontologique entre les activités théoriques qui portent son discours et les activités pratiques concrètes engagées dans l'appropriation directe du monde, mais institue également la supériorité des premières sur les deuxièmes. Par la prééminence accordée aux activités théoriques qui la promeuvent, l'idéologie de légitimation parvient conséquemment à justifier les superstructures politico-institutionnelles qui se sont substituées au langage et à la culture comme médiation de la reproduction sociale. Ainsi, nous dit Freitag, « la régulation politico-institutionnelle n'échappe donc pas au principe de l'orientation significative [...]. C'est en fait par ce détour seulement qu'elle revient sur la signification de l'action pour lui imposer un "*devoir-être*" qui s'oppose à son "*être-là concret*" »³⁴. Comme nous allons le voir à l'instant, c'est au regard de sa soumission aux activités théoriques que la technique, en tant qu'activité « inférieure » ne s'intéressant qu'à « la résistance que l'étant oppose à la réalisation d'une transformation donnée, particularisée par la subjectivité qui la sous-tend »³⁵, restera, selon Freitag, soumise au système institutionnel à partir duquel s'effectue dorénavant la régulation et la reproduction de la société.

1.4 Le rationalisme comme idéologie de légitimation du système politico-institutionnel dans la modernité

Suivant ce qu'affirme Freitag, c'est l'idéal du Progrès, compris comme accroissement indéfini de la liberté individuelle, qui constitue dans la modernité l'idéologie de légitimation à partir de laquelle l'activité technique se trouve intégrée au procès de reproduction de la société.³⁶ Pour bien comprendre la portée de cet idéal,

³⁴ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 228.

³⁵ Olivier Clain, 1989, « Sur la science contemporaine », *Société*, no 4, p. 98.

³⁶ Chez Freitag, la modernité est un idéaltype qui correspond au modèle français. Dans ce chapitre et le suivant, notre utilisation du concept de modernité renverra donc toujours à cet idéaltype. Précisons toutefois que la modernité ne se réduit pas à un modèle unique. On peut dire en effet qu'il n'existe pas

il importe ici de nous arrêter un instant sur la notion de liberté individuelle à laquelle celui-ci réfère. Nous devons en effet comprendre que la liberté dont il est question ici n'a en vérité rien à voir avec la liberté entendue dans le sens libéral d'une abolition des normes pesant sur l'individu, mais qu'elle correspond plutôt à la liberté politique du sujet conscient de lui-même, c'est-à-dire à son émancipation par rapport au mythe et aux doctrines religieuses. Au regard de l'idéologie de légitimation qu'institue la modernité, c'est dans le mouvement de sa Raison vers la Vérité que le sujet parvient à se libérer des carcans imposés par la tradition, et partant, à s'épanouir en tant que sujet libre. Devenant ainsi à la fois l'origine et la finalité de connaissance, le sujet individuel devient donc lui-même, dans la modernité, cette catégorie transcendante à laquelle la pratique sociale concrète se trouve soumise. Dès lors, c'est en participant d'une manière ou d'une autre à l'extension de la Raison universelle, ou, en d'autres termes, en devenant un moyen de l'accroissement de la liberté individuelle, que les différentes activités sociales infrastructurelles demeurent intégrées au procès de reproduction existentielle de la société. Pour Freitag, c'est donc l'idéal du Progrès qui constitue en ce sens, « l'idéologie de légitimation de la technique, qui assure son intégration dans une totalité sociétale désormais centrée sur le sujet individuel et sur la valeur ontologique universelle de sa liberté transcendante, et qui lui confère du même coup un sens »³⁷.

Si l'idéal moderne est celui de la Raison universelle, c'est essentiellement la science qui, en tant qu'activité proprement cognitive, constitue dans la modernité l'activité à partir de laquelle la connaissance de l'universel peut être atteinte. Or, comme le soutient Olivier Clain, sociologue appartenant au même courant théorique que Freitag, « il n'y a pas de nature ou d'essence de la science hors des normes et de l'idéal régulateur que se donne à elle-même l'activité qui revendique le titre de

qu'une modernité, mais bien des modernités. Nous développerons davantage cette idée dans le troisième chapitre de notre mémoire.

³⁷ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 366.

science et est socialement reconnue comme telle »³⁸. C'est en fait l'épistémologie qui, en tant que domaine de la philosophie déterminant les conditions d'accroissement de la connaissance, définit les normes et l'idéal régulateur de l'activité scientifique. Selon la définition qu'en donne Freitag, c'est elle qui examine « les conditions de possibilité et/ou d'accroissement de la connaissance d'une réalité appréhendée comme extérieure au sujet cognitif »³⁹. De fait, nous dit Clain, « elle présuppose une compréhension ontologique de l'objet de la connaissance, du sujet de la connaissance et de ce que doit être une connaissance vraie »⁴⁰. Pour dire les choses autrement, c'est elle qui détermine ce qu'est la connaissance, comment elle se constitue, et quelle en est sa valeur.

Dans la modernité, la science est guidée par les mêmes principes formels et universalistes qui caractérisent le système politico-institutionnel et son idéologie de légitimation. Érigée en absolu par l'épistémologie, elle se veut en effet une activité théorique, réglée sur l'idéal de Vérité, dont l'entreprise est de se constituer en explication générale et désintéressée du monde phénoménal qu'elle considère en tant qu'unité et totalité objective. Pour reprendre les termes de Clain, elle se veut une rationalisation systématique « des principes même de l'étant, des causes derrières qui font que, dans son existence, il réalise telle ou telle essence déterminée »⁴¹. Comme nous pouvons le constater, la vocation de la science telle que définie par l'épistémologie moderne se rapproche encore de l'activité de contemplation de l'harmonie et de la beauté du cosmos qui caractérise la *theoria* dans la philosophie de la Grèce antique. Elle s'en dissocie cependant en ceci : l'explication des lois générales qui régissent la réalité objective doit reposer sur la démonstration et l'expérimentation. Autrement dit, l'idéal auquel aspire le sujet guidé *a priori* par sa

³⁸ Olivier Clain, *op. cit.*, p. 96.

³⁹ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 18

⁴⁰ Olivier Clain, *op. cit.*, p. 105.

⁴¹ *Ibid.*, p. 101.

seule rationalité n'est pas seulement d'accéder à la Vérité universelle, mais à la Vérité universelle démontrée expérimentalement ou, mieux encore, techniquement.

Comme nous venons tout juste de le mentionner, c'est dans son rapport à la technique que le savoir scientifique moderne acquiert sa prééminence par rapport aux connaissances produites par les activités pratiques de base. Cependant, précise Clain, « on ne peut pas réduire la science moderne à sa méthode expérimentale, et encore moins à la "théorie" de la méthode expérimentale qui a précédé son utilisation massive »⁴². Dans la modernité, l'idéal de la maîtrise de la preuve constitue plutôt le moyen privilégié à partir duquel l'idéal de vérité théorique peut être atteint. En effet, poursuit Clain,

« l'art de la preuve » cultivé par les hommes de science n'est ni pour le philosophe, ni pour le mathématicien [...] un but en soi. Tout au plus le savoir technique de la démonstration apparaît-il un savoir propédeutique à acquérir en vue de rendre possible le savoir véritable qui est toujours la saisie de l'essence de l'étant⁴³.

Dès lors, si la science moderne adopte explicitement un caractère instrumental, elle ne le fait que pour mieux atteindre le Vrai, lequel est de surcroît le seul à même d'ouvrir à l'activité technique des horizons opératoires nouveaux.

À la lumière de ce qui vient d'être dit, nous pouvons reconnaître que, selon Clain, l'idéologie de la modernité institue une claire hiérarchie entre les activités théoriques et pratiques, et que c'est à partir de cette dernière que la technique continue de s'intégrer au procès de reproduction sociale. Pour reprendre encore une fois ses termes, l'épistémologie érige des « modèles de scientificité que les sciences positives doivent tenter de reproduire dans leur saisie de l'empirie et qui doivent leur

⁴² *Ibid.*, p. 100. Une telle réduction est souvent le propre du courant constructiviste en science. Pour les thèses réductionnistes les plus radicales, voir notamment Bruno Latour, *La science en action*, Paris, La découverte/Poche, 2005, Frank Tinland, « La technoscience : convergence occasionnelle ou lien essentiel? » dans Jean-Yves Goffi (dir.), *Regard sur les technosciences*, Paris, Vrin, 2006, et Herbert, A. Simon, *Les sciences de l'artificiel*, Paris, Gallimard, 2004.

⁴³ *Ibid.*, p. 99.

permettre de dominer l'espace des opérations techniques sur le monde en donnant la possibilité de créer de nouvelles techniques »⁴⁴. Comme nous allons le voir à l'instant, ce sera la dissolution de cet ordre institué par l'épistémologie moderne entre science et technique qui constituera pour Freitag – du moins, dans ses premiers écrits – la particularité de la technoscience.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 138.

CHAPITRE 2

LA TECHNOSCIENCE : DE LA DISSOLUTION *ÉPISTÉMOLOGISTE* DE L'ONTOLOGIE À LA DISPARITION *RÉELLE* DU SYMBOLIQUE

Aujourd'hui, ce n'est pas à la cire de ses ailes que l'on imputerait la chute d'Icare, mais à Icare lui-même. S'il pouvait se jeter dans le vide pour les délester de son propre poids, ses ailes pourraient conquérir le ciel.

Günther Anders
L'obsolescence de l'homme

2.1 La théorie kuhnienne des paradigmes et la dissolution de l'épistémologie normative

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, c'est l'épistémologie qui définissait dans la modernité les normes auxquelles la pratique scientifique devait se soumettre afin d'être socialement reconnue comme activité garante du Progrès universel. Nous avons également vu qu'au regard de ces normes, la technique était considérée d'un côté comme moyen au service de la science, et de l'autre, comme résultat ou retombée de cette dernière. Dans *Dialectique et société*, Freitag affirme que c'est l'adoption de normes opérationnalistes et pragmatiques suite à la dissolution des idéaux qui orientaient *a priori* l'activité scientifique qui caractérise la technoscience contemporaine. En effet, nous dit-il,

c'est précisément l'abandon de tout principe normatif *a priori* comme condition de l'autodéfinition de la pratique scientifique, et donc comme condition en même temps de sa prétention à une légitimité cognitive sinon absolue, du moins radicalement *sui generis*, et la possibilité même d'établir sa spécificité « théorique » vis-à-vis de l'ensemble des autres « pratiques » socio-idéologiques [qui font la spécificité de la technoscience].¹

¹ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 67.

Cela revient à dire que contrairement à la science moderne qui s'était assujéti la technique, la science contemporaine tombe quant à elle sous la domination de la technique et du technicisme, ou, pour reprendre les termes plus exacts de Clain, « de l'idéologie dominante qui pose la rationalisation technique comme absolu »². En d'autres termes, c'est le renversement de la hiérarchie entre les activités théoriques et pratiques que l'idéologie moderne avait instituée qui caractérise la technoscience dans les premiers écrits de Freitag.

C'est à la théorie kuhnienne de la structure des révolutions scientifiques que Freitag associe la dissolution des idéaux auxquels la science travaillait légitimement à atteindre³. Se voulant explicitement une critique de l'ensemble de l'épistémologie moderne, et plus particulièrement de sa croyance au Progrès de la Raison par cumulativité de la connaissance scientifique, l'approche proposée par Kuhn représente un changement radical par rapport à celle qui caractérisait la modernité. À l'encontre de toute l'épistémologie classique et positiviste, ce célèbre historien et philosophe des sciences conteste en effet que la pratique scientifique soit réellement guidée par des idéaux universalistes, à savoir par « une "logique des sciences" qui permettrait de fonder *a priori* sa prétention à l'objectivité et à la cumulativité »⁴. Aux yeux de Kuhn, le progrès linéaire auquel aspire la science n'existe pas, et n'est conséquemment qu'un subterfuge auquel les épistémologues ont eu recours afin de conserver le prestige qui leur avait été conféré. Toujours selon lui, un simple examen sociologique suffit à prendre conscience du décalage existant entre la norme imposée par l'épistémologie et le cours réel de l'activité scientifique et, par voie de conséquence, à supprimer définitivement le dualisme ontologique que l'idéologie de la modernité avait institué entre les activités théorique et pratique. Selon Freitag, il

² Olivier Clain, *op. cit.*, p. 126.

³ Notons ici que la théorie kuhnienne s'inscrit dans le contexte historique beaucoup plus large de l'après-guerre et de l'idéologie antihumaniste qui le caractérise. Voir à ce sujet Céline Lafontaine, *L'empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Paris, Seuil, 2004.

⁴ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 99.

s'agissait en somme de conquérir « le dernier bastion de la métaphysique, qui s'était retranché en quelque sorte sournoisement dans cette normativité que la science avait préservée dans l'intimité de sa conscience de soi »⁵.

C'est le concept de paradigme qui permet à Kuhn de rendre compte non seulement de la discontinuité entre la science telle que les épistémologues la définissent et la science telle qu'elle s'accomplit par les scientifiques, mais également du caractère aléatoire de la connaissance. En tant que modèle d'interprétation, le paradigme est ce qui détermine ce qu'est une activité scientifique et ce qui ne l'est pas. Il prescrit les théories, les concepts, les méthodes et les instruments auxquels l'activité doit se soumettre pour être dite scientifique. Sous la détermination du modèle paradigmatique dominant, la science ne se veut plus une entreprise de dévoilement du monde objectif, mais consiste plutôt à résoudre les problèmes que pose le paradigme lui-même. Dès lors, l'activité du scientifique ne consiste plus en une quête désintéressée de Vérité, mais en une amélioration constante du paradigme. Tout au long de sa carrière, celui-ci cherchera effectivement selon Kuhn à peaufiner les applications conceptuelles, méthodologiques et instrumentales privilégiées par le paradigme en vue d'améliorer la concordance entre les théories prescrites et les observations empiriques. C'est d'ailleurs la découverte de solutions aux ambiguïtés résiduelles du paradigme qui stimule le scientifique dans son activité, puisque ce n'est que par elle qu'il parvient à être reconnu en tant qu'homme de science et, partant, à obtenir la reconnaissance de la communauté scientifique à laquelle il appartient. Dans le contexte que décrit Kuhn, ce ne sont donc plus les notions de Vérité et de rationalité qui caractérisent l'activité scientifique, mais bien celles *problem solving* et d'intérêt individuel.

⁵ *Ibid.*, p. 96.

Contrairement au modèle de scientificité établi par l'épistémologie moderne, le paradigme ne participe en rien à l'unification de la pratique disciplinaire sous un seul et même modèle normatif et, par conséquent, n'assure en rien sa continuité et sa cohérence d'ensemble. Chaque discipline possède plutôt un paradigme propre et clos sur lui-même, de sorte qu'il n'existe aucune commensurabilité entre les différents paradigmes. Même le paradigme qui prévaut à un certain moment à l'intérieur d'une discipline est incommensurable à celui qui l'a précédé ou à celui qui le précédera. En termes plus simples, nous dit Kuhn,

les changements de paradigme font que les scientifiques, dans le même domaine de leurs recherches, voient tout d'un autre œil. Dans la mesure où ils n'ont accès au monde qu'à travers ce qu'ils voient et font, nous pouvons être amenés à dire qu'après une révolution, les scientifiques réagissent à un monde différent.⁶

En un mot, c'est le concept de réalité objective qui se trouve remplacé par celui d'objectalités plurielles. Freitag résume ainsi en quoi la théorie kuhnienne des paradigmes constitue le point d'origine de la dissolution de l'épistémologie normative et des idéaux de la science :

En substituant ainsi au concept de « réalité objective » la notion de « problème à résoudre », de *puzzle solving*, Kuhn réalise donc une émancipation définitive de la pratique scientifique à l'égard du problème de la « vérité ». Il substitue du même coup le concept classique de « sujet cognitif » abstrait, défini a priori par sa seule rationalité et par l'universalité conférée à sa capacité d'expérience empirique, le concept d'une communauté scientifique locale, qui s'autodéfinit par le consensus de ses membres jugés compétents. C'est alors ce consensus qui prend alors valeur de « vérité » eu égard au savoir qu'elle produit dans son activité de recherche. Symétriquement, l'idée d'une consistance et d'une unité transcendantale du monde objectif dont l'activité scientifique viserait à élaborer une description véridique s'efface de l'horizon, chaque paradigme produisant son propre horizon particulier, et par essence discontinu vis-à-vis des autres.⁷

Comme nous pouvons le constater, l'épistémologie kuhnienne se situe sur un terrain tout autre que celui propre à la modernité. Selon Clain, elle devient « "épistémologie-socio-logie" de la science qui se fait, en même temps qu'elle abandonne

⁶ Thomas Kuhn, 2008, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, p. 157.

⁷ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 99.

toute visée normative propre et qu'elle renonce à garantir la spécificité de la science par rapport au sens commun »⁸. Néanmoins, poursuit-il, « elle demeure bien encore prescriptive et idéologique, elle continue bien de développer ses propres préjugés ontologiques sur l'être et la connaissance, mais elle-même prétend renoncer à être normative de quelque manière »⁹. Or, si la négation épistémologiste de l'ontologie reste elle-même idéologique en vertu du mode d'existence de l'être humain, il n'en demeure pas moins qu'elle entraîne selon Freitag une mutation radicale de l'activité scientifique. En effet, à partir du moment où l'unité virtuelle de la connaissance et du monde objectif se trouve normativement dissoute, le dualisme ontologique entre théorie et pratique se voit idéologiquement anéantie au profit d'un « monisme opérationnaliste »¹⁰ où la seule unité ontologique qui persiste devient dorénavant celle-ci : « "est" ce qui est virtuellement objet de mesure et d'opération »¹¹. Dès lors que le réel se voit réduit à ce qui est immédiatement mesurable et malléable, la science ne peut plus prétendre au dévoilement du monde objectif, mais seulement à sa maîtrise et son contrôle technologique. Elle cesse du coup d'être une activité théorique, et devient une explication de ses propres opérations sur le réel, ou, pour reprendre les termes de Freitag, « la capacité de s'assurer de la prévisibilité des conséquences d'une action ou d'une intervention quelconque pour s'en assurer le contrôle stratégique dans le procès de réalisation de n'importe quel objectif pragmatique »¹². Dans ce mouvement, la recherche de Vérité se voit réduite à l'accroissement de l'efficacité et à l'effectivité, et l'idéal du sujet désintéressé guidé par sa seule Raison remplacé par un individu motivé par ses propres intérêts personnels. Avec la dissolution de tous les idéaux de la science et l'adoption d'une norme opérationnaliste, la finalité de la science tend donc, en un mot, à se confondre

⁸ Olivier Clain, *op. cit.*, p. 114.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 374.

avec celle de la technique, au point d'y être complètement subsumée. Ainsi, nous dit Freitag dans le premier tome de *Dialectique et société*,

c'est cette distinction traditionnelle entre science et technique qui tend désormais à être abolie dans la pratique de la « recherche scientifique » contemporaine. La problématique de la « recherche », encadrée ou régie normativement selon le modèle des « paradigmes kuhniens », a complètement renversé le rapport qui existait dans la science classique entre la réalité objective et les modalités méthodologico-expérimentales. C'est ainsi que l'objectif de la recherche s'est limité progressivement à la « prédiction », c'est-à-dire à la réduction de l'incertitude touchant aux conséquences « objectives » ou effectives (mesurables, prédéfinissables) de l'intervention humaine sur son « environnement » naturel spécifique, ou déterminant. Celui-ci n'est donc plus objectivé à son compte propre, conformément à l'idée de son unité ontologique a priori, mais seulement à titre de condition, de moyen ou d'obstacle qui s'interpose dans la « réalisation », c'est-à-dire en vérité la production de n'importe quel résultat prédéfini par l'intérêt qui s'y investit.¹³

Lorsque l'épistémologie normative devient épistémologie socio-logie de la science qui se fait, que les idéaux de la modernité apparaissent comme pure illusion et, conséquemment, que la science en vient à se confondre avec la technique, la logique qui caractérise le complexe que forme ces deux activités tend à se substituer à la régulation politico-institutionnelle et à devenir elle-même le nouveau mode de gestion la société. Freitag soutient en effet que lorsque l'idéologie dominante stipule que tout principe normatif *a priori* n'est que faux semblants, et qu'elle ne tient pour « vrai » que ce qui est techniquement maîtrisable et transformable, la régulation sociétale ne peut plus s'effectuer par l'intermédiaire d'une référence transcendantale, mais, tendanciellement, « par une totalisation à posteriori, empirique, qui s'obtient moyennant le recours au "contrôle" technologique »¹⁴. Dans un tel contexte, la technique ne se présente plus en tant qu'instrument au service d'une finalité généralisée, mais comme moyen de contrôle et de gestion de toutes les sphères de la société. En somme, nous dit Freitag,

¹³ Michel Freitag, *Dialectique et société I*, p. 70.

¹⁴ Jean-François Filion, 2006, *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Québec, Nota bene, p. 254. Ce mode de gestion technique de la société correspond chez Freitag à un nouveau mode de reproduction de la société, soit le mode de reproduction décisionnel-opérationnel.

ce qui est nouveau, c'est qu'il s'agit ici de techniques qui en leur nature même sont engagées vers le contrôle de l'action et de la communication humaines, et non pas dans la production d'artifices matériels qui prennent place instrumentalement [...] ou expressivement [...] dans un monde extérieur humanisé.¹⁵

Au regard de la description que fait Freitag de la technoscience, et surtout de la théorie du symbolique que nous avons présentée dans le chapitre précédent, la prédominance de la technique sur la science ne saurait posséder un caractère fondamental, puisque chacune d'elles constitue une modalité ontologique essentielle de la pratique humaine : la première en tant qu'« objectivation systématique et réflexive de l'action instrumentale du rapport entre l'action et ses objets (ou "produits") »¹⁶, la seconde en tant qu'« objectivation du rapport formel entre l'action et ses objets ("le monde objectif") »¹⁷. Selon lui, ce n'est qu'idéologiquement que ces deux champs de la pratique peuvent être placés dans un rapport hiérarchique. Considérant donc qu'elle envisage le renversement du rapport de dépendance moderne entre technique et science d'un point de vue strictement normatif, l'approche freitagienne empêche de considérer la technoscience en tant que processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine pour devenir complètement autonome. Dans le second tome de *Dialectique et société*, il déclare d'ailleurs ceci :

l'exploration à laquelle procède Heidegger dans « La question de la technique » le conduit à affirmer l'autonomie de la technique et son caractère « destinal », mais cela revient à nier, implicitement, l'autonomie et la portée également destinale de la normativité réflexive propre à la praxis.¹⁸

Or, comme nous allons le voir, il semble paradoxalement que Freitag en vienne lui-même, dans ses dernières écrits, surtout dans « La nature de la technique » et « De la terreur au *Meilleur des mondes* », à se ranger du côté de Heidegger et à affirmer lui aussi l'autonomie de la technique.

¹⁵ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 379.

¹⁶ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 281.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*, p. 331.

2.2. De l'idéologie techniciste au développement autoréférentiel de la technique

C'est en vertu du caractère autoréférentiel de la logique technoscientifique que Freitag en vient à postuler l'autonomie de la technique. Selon lui, lorsqu'une telle logique se substitue aux médiations symboliques de premier et de second degré et que la technique devient la modalité permettant d'assurer pragmatiquement et de manière efficiente le contrôle de la réalité sociale (technocratisme) et de l'environnement (technologisme), ce n'est plus par référence à une finalité transcendante que s'accomplit la régulation sociétale, mais par la résolution de problèmes isolés et circonstanciels émanant de chacune des sphères particulières de la société. Ce qui est particulier, c'est que les problèmes auxquels la technoscience prétend avoir les solutions naissent principalement de la logique technoscientifique elle-même : là où pénètre un tel type de fonctionnement émerge des problèmes qui, pour leur résolution, exigent la décomposition technique de l'objet à gérer, laquelle décomposition entraîne à son tour d'autres problèmes qui exigeront eux aussi la décomposition technique de leur objet. Pour reprendre les termes de Freitag,

la complexification d'une telle réalité a un caractère exponentiel, puisque la gestion technique de n'importe quel problème implique à chaque fois sa décomposition en une multitude de variables que le perfectionnement croissant des technologies va permettre de mesurer de manière de plus en plus fine, pour y adapter des modalités d'intervention visant une efficacité ponctuelle toujours accrue.¹⁹

Selon lui, dès lors qu'une telle logique se substitue à la régulation politico-institutionnelle, le développement continu de techniques de contrôle et de gestion toujours plus efficace devient lui-même la condition par laquelle la société parvient à se maintenir et à se reproduire dans l'existence. Plus simplement, nous dit-il, « une fois cela amorcé à grande échelle, comme c'est le cas, il ne reste plus qu'à continuer en accroissant continuellement l'échelle même de nos interventions techniques et en améliorant indéfiniment leur efficacité »²⁰. Suivant ce qu'il indique, dans le contexte où « il n'y a plus rien pour une telle logique opérationnelle qui puisse encore exister

¹⁹ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 380.

²⁰ *Ibid.*, p. 381.

de manière autonome, en soi, pour soi, et qui soit par conséquent, en son essence même, de nature incontrôlable »²¹, le mode de gestion technique devient donc, banalement « l'autonomisation de l'efficacité en elle-même et pour elle-même, dans la réalisation de n'importe quel objectif, sans égard à des fins quelconques »²². Pour Freitag, ce n'est donc plus seulement l'idéologie techniciste qui impose dorénavant sa domination, mais bien la technique elle-même. Pour reprendre ses termes exacts,

cette puissance n'est plus celle d'une simple idéologie, mais celle d'un faire technique que crée en s'exerçant sa propre évidence et surtout l'évidence immédiatement objective du monde qu'il produit, un monde tout à fait réel auquel apparemment il ne reste qu'à s'adapter.²³

Or, le nouveau mode de gestion technique de la société ne fait pas qu'engloutir la réalité dans laquelle il s'insère, il la transforme et la crée également par l'entremise des technologies informatiques qui servent au traitement de nos opérations sur le réel et au stockage de l'information ainsi récoltée. En effet, nous dit Freitag, en ce qu'elle exige un remodelage de la réalité en codes et en variables traitables opérationnellement et efficacement, l'informatisation participe « à la réduction analytique, "informationnelle-communicationnelle", de toute dimension représentative et synthétique qui est essentielle au symbolique »²⁴. Selon lui, le réel sur lequel nous agissons et dans lequel nous nous mouvons est désormais celui qui répond aux exigences de son traitement informatique, un réel qui, livré à domicile par le biais des technologies de l'information et de communication, peut dorénavant être connu par les êtres subjectifs qui la reçoivent sans que ceux-ci en fassent toutefois l'expérience sensible. Or, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, ce sont précisément les expériences communes de l'altérité de la réalité empirique qui, pour Freitag, constituent le fondement de notre autonomie dans le monde, puisque

²¹ *Ibid.*, p. 383.

²² Michel Freitag, 2003, « De la terreur au Meilleur des Mondes : Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique » dans *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain* (Daniel Dagenais dir.), Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 375.

²³ Michel Freitag, « La nature de la technique », p. 385.

²⁴ *Ibid.*, p. 393.

c'est à travers elles que se forment et se transforment les médiations symboliques qui nous permettent de nous représenter virtuellement la totalité du réel, et partant, de nous maintenir dans l'existence. C'est en effet notre soumission aux méditations symboliques s'incarnant dans le langage et la culture qui nous confère notre liberté d'action dans le monde de même que notre capacité réflexive. Dans le contexte où la connaissance de la réalité, reformatée par la logique technoscientifique, s'effectue dorénavant sans que l'on en fasse l'expérience sensible, ce qui tend ainsi à être dissout par le mode de régulation technique, nous dit-il, c'est ni plus ni moins « la totalité de l'ordre symbolique, qui comprend la dimension de la connaissance (le vrai et le faux), de la normativité (le juste et l'injuste, le bien et le mal) et l'expressivité (l'identité et la beauté) »²⁵. Extériorisant le symbolique de l'être humain et le privant conséquemment de son « engagement existentiel » dans le monde, la technologie informatique contribue donc inexorablement à le délester graduellement de sa capacité réflexive. En elle, indique ainsi Freitag,

on passe indifféremment de l'image à la réalité ou de la réalité à l'image, de la cause « comportementale » à l'effet physique ou de l'effet physique à sa condition behavioriale [sic], sensorielle ou intellectuelle. Prenant possession de tout contenu possible de la conscience perceptive et symbolique comme de tout procès de transmission biologique et de toute séquence physique, susceptible d'être reversibilisée, elle prend elle-même, comme « contenant de tout contenu virtuel », la place et la forme de la conscience sensible et de la conscience intellectuelle : elle est conscience opérante « sans sujet ni fin », sans altérité [...]. Que les sujets qui la fréquentent se représentent comme ils le veulent ses descriptions et ses productions, qu'ils en fassent ce qu'ils veulent : ils ne pourront plus penser ni sentir avec précisions que par elle, qu'en elle, que pour elle.²⁶

La technique ne serait donc plus un simple moyen au service de la pratique humaine comme c'était le cas dans la modernité, ni même une idéologie dominante qui orienterait encore l'action humaine : de manière paradoxale, elle devient une sorte d'entité qui s'assujettit progressivement l'ensemble de la pratique humaine en la transformant à sa propre image, et qui, du coup, dissout l'autonomie et la capacité

²⁵ *Ibid.*, p. 392.

²⁶ *Ibid.*, p. 387.

réflexive de l'être humain. Selon Freitag, elle est en effet « une puissance qui ne connaît, ne reconnaît et ne respecte aucune limite interne ou externe à son emprise sur la réalité »²⁷. Sous le règne de la technique, poursuit-il,

la subjectivité finit par se projeter elle-même complètement dans cette participation systémique en devenant simple capacité opérationnelle en même temps que, pour elle, ce sont ces fonctionnements opérationnels qui deviennent le réel le plus concret, la source la plus immédiate de son expérience.²⁸

Dans son mouvement, elle gangrène la nature ontologique du réel de l'intérieur en le métamorphosant en une réalité opérationnelle sur laquelle elle peut agir conformément à son principe d'efficacité, mais agit également sur le vivant lui-même en le transformant à son image. Métamorphosant donc la question brûlante de la fragilité et de la finitude du monde en problèmes environnementaux, sanitaires ou génétiques, elle peut désormais traiter la nature conformément à son principe d'efficacité en vue d'en assurer sa survie artificielle, et de surpasser le caractère périssable de l'homme, en le délestant, pour reprendre les termes de Günther Anders, du « processus aveugle, non calculé et ancestral de la procréation et de la naissance »²⁹. À terme, nous dit Freitag, cette logique autoréférentielle et exponentielle en viendra à correspondre immédiatement au réel dans lequel elle s'insère, et le sujet à se dissoudre complètement dans cette même logique. Nous serons dès lors dans *Le meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, dans un monde où la liberté subjective, et plus fondamentalement, la nature humaine auront été anéanties par la toute puissance de la technique. Devant le changement radical de la position freitagienne quant à la nature de la technique, nous sommes en droit de nous poser la question suivante : comment, en dépit de sa théorie du symbolique qui intègre la technicité en tant que modalité ontologique de la pratique humaine, Freitag en vient-il à admettre que la technoscience contemporaine conduit à l'autonomie de la technique?

²⁷ Michel Freitag, « De la terreur au Meilleur des Mondes : Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique », p. 353.

²⁸ *Ibid.*, p. 360.

²⁹ Günther Anders, 2002, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* (1956), Paris, Éditions de l'encyclopédie des nuisances/ Éditions Ivrea, p.38.

C'est précisément à cette question que nous tenterons de répondre dans la prochaine partie de notre mémoire.

DEUXIÈME PARTIE

MODERNITÉ, CAPITALISME ET TECHNOSCIENCE

CHAPITRE 3

LE POUVOIR ET LE PROCESSUS DE TRANSITION DE SA FORME TRADITIONNELLE À SA FORME MODERNE : LE CAS DE L'ANGLETERRE

Quand on entend dire que d'une façon absolue la volonté consiste à pouvoir faire ce que l'on veut, on peut considérer une telle conception pour un défaut total de culture de l'esprit.

Hegel
Principes de la philosophie du droit

3.1 Le pouvoir et ses différents moments d'institutionnalisation

Dans la première partie de notre mémoire, nous nous sommes penchés sur la place qu'occupe la technique dans la théorie sociologique générale de Michel Freitag. Nous avons alors observé qu'elle constitue une modalité ontologique de l'être humain (et, plus généralement, de tout être vivant) qui correspond à une recherche subjective d'efficacité objective. Nous avons par la suite expliqué en quoi le pouvoir constitue la condition d'autonomisation de la technique par rapport aux autres dimensions de l'action, et avons également observé les différents moments de cette autonomisation. Dans le présent chapitre, nous allons procéder à un approfondissement de la notion dialectique du pouvoir chez Freitag en nous questionnant, d'une part, sur les différents moments logiques de son institutionnalisation, et, d'autre part, sur le processus de transition de sa forme traditionnelle à sa forme moderne. Nous nous intéresserons par la suite à la modernisation de l'Angleterre, puisque c'est elle qui, par sa particularité, nous permettra ultérieurement de bien saisir l'origine du paradoxe

dans les propos tenus par Freitag quant au phénomène de la technoscience. Si l'on adopte la même position théorique que Freitag quant au symbolique et au pouvoir, nous verrons en effet que, dans ce pays où le procès de modernisation sera entamé de façon plutôt précoce, l'augmentation indéfinie de l'efficacité participera à la consolidation du pouvoir moderne. Dès lors que nous aurons constaté cette participation de la recherche d'efficience en elle-même et pour elle-même au parachèvement du système politico-institutionnel moderne anglais, nous pourrions légitimement remettre en question l'idée qu'une telle recherche se soit substituée au pouvoir et, se faisant, émancipée de toute forme d'emprise humaine.

Comme nous l'avons brièvement évoqué dans le premier chapitre, le pouvoir – ou médiation politico-institutionnelle – est une médiation symbolique de second degré réflexivement instituée à partir des médiations symboliques premières. Du point de vue dialectique, sa principale fonction est d'assurer la régulation et la reproduction de la société lorsque les médiations langagières et culturelles ne parviennent plus à le faire. Il assure du coup l'existence de ces dernières en même temps qu'il permet aux individus de se les approprier à leur guise, selon leur propre volonté. Contrairement au point de vue libéral, il constitue la condition de la liberté individuelle. Comme l'indique Filion en commentant la sociologie dialectique de Freitag, le pouvoir doit en somme « être considéré comme ayant été "inventé" pour assurer la survie des structures symboliques de premier degré, donc de la socialité »¹. Pour reprendre encore une fois ses termes, « l'essence du pouvoir est de *faire vivre autre chose que lui-même, à savoir la culture et la liberté individuelle* »².

Pour bien saisir la particularité du mode de reproduction politico-institutionnel, il importe de nous attarder un instant sur le concept freitagien de contradiction. Selon la définition qu'en donne Freitag, la contradiction est « une rupture de la réciprocité

¹ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 198.

² *Ibid.*, p. 199.

entre les structures du système de la régulation symbolique et celle des pratiques sociales effectives »³ qui menace la permanence de la société. Ainsi, explique-t-il, pour que l'on parle d'une contradiction,

il [faut] que les raisons [qui la provoquent] soient devenues « abstraites », que les finalités de l'action se soient détachées des significations et des valeurs normatives directement attachées aux objets et enjeux sociaux concrets, qu'elles se soient insinuées dans la profondeur des conditions de reproduction de la société; car c'est en devenant ainsi sous-jacentes au niveau des orientations normatives-significatives explicites qu'elles échappent aux mécanismes de suturation qui rétablissent, au niveau des valeurs, des orientations normatives et donc des motivations reconnues par tous, sinon l'harmonie des pratiques et rapports sociaux, du moins la compatibilité des représentations subjectives et de leur actualisation dans la reproduction pratique de l'ordre d'ensemble.⁴

C'est dans ce contexte, où les médiations culturelles-symboliques ne parviennent plus à encadrer l'intentionnalité du sujet vers une forme déterminée d'appropriation du monde, qu'apparaît la médiation du pouvoir.

La contradiction originelle, celle qui, comme le souligne encore une fois Filion, a amorcé « le processus historique de différenciation de l'acteur vis-à-vis de la structure sociétale »⁵, est survenue avec l'avènement de l'agriculture. Sans revenir en détail ici sur cette nouveauté inédite dans l'histoire de l'humanité, disons simplement que c'est la dissociation entre les activités productives et les produits qui, en modifiant radicalement le rapport à la nature, à autrui et à soi-même, a engendré une contradiction qui n'a pu être surmontée que par le pouvoir, au moyen de l'institutionnalisation de la violence et de son usage *conditionnelle*.

Si le recours conditionnel à la sanction constitue le premier moment de l'institutionnalisation du pouvoir, un autre moment est néanmoins nécessaires afin de surmonter les autres contradictions, c'est-à-dire celles qui apparaissent chaque fois

³ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 187.

⁴ *Ibid.*, p. 187.

⁵ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 203.

que survient un dysfonctionnement au sein même des structures politico-institutionnelles qui assurent la régulation sociétale, ou, comme l'indique Freitag, chaque fois que « se trouve contestée [la domination] dans une lutte sociale qui a pour enjeux le contenu des institutions »⁶. Dès lors, c'est la production du droit – deuxième moment de l'institutionnalisation du pouvoir – qui va permettre de rétablir l'unité sociétale. En effet, en tant que système normatif supérieur entraînant la construction de « catégories sociales, objectives et concrètes »⁷, le droit « se superpose à la normativité culturelle immanente pour ensuite la recomposer »⁸. Rappelons toutefois que pour qu'il soit effectif, le rapport de domination juridique doit par ailleurs apparaître comme étant le reflet d'un sens transcendant. En effet, comme nous l'avons observé dans le premier chapitre, le pouvoir ne peut jamais se présenter à nu, comme pure capacité de répression, mais doit plutôt être toujours légitimé au moyen d'une idéologie, la production de celle-ci correspondant au troisième et dernier moment de l'institutionnalisation du pouvoir. Ainsi, comme le souligne Filion,

pouvoir et institutions sont [...] toujours *présentés* et *représentés* comme les expressions d'un ordre ontologique préexistant à leur intervention et jouissant en même temps d'un caractère subjectif et d'un degré de réalité éminent relativement à la pratique sociale soumise à la régulation institutionnelle et à la sanction.⁹

Avant d'expliquer la nature respective du pouvoir traditionnel et du pouvoir moderne, ainsi que le processus de transition de l'un à l'autre, une autre précision doit être apportée concernant la régulation politico-institutionnelle : c'est le concept de propriété, entendu dans le sens large d'un paradigme qui caractérise « le mode de production fondé sur la séparation de la possession de la terre et des conditions d'accès aux produits du travail »¹⁰, qui permet à Freitag d'établir le lien étroit qui existe entre liberté individuelle et médiation politico-institutionnelle. Il importe donc

⁶ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 219.

⁷ *Ibid.*, p. 197.

⁸ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 219.

⁹ *Ibid.*, p. 221.

¹⁰ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 198.

de nous arrêter un instant sur cette relation entre propriété, pouvoir et autonomie, puisqu'elle nous permettra ultérieurement de remettre en question sa thèse voulant que la technoscience soit l'autonomisation de l'efficacité en elle-même et pour elle-même.

Selon la typologie établie par Freitag, il existe trois degrés différents de propriété : l'absence de propriété, la possession traditionnelle, et la propriété moderne. Le premier niveau, celui de l'absence de propriété, est caractéristique aux sociétés primitives, soit celles où la reproduction est assurée exclusivement par le langage et la culture. Dans la mesure où, dans ce type de société, la principale activité économique réside dans la chasse et la cueillette, l'idée d'une appropriation de la terre et de ses fruits s'avère tout simplement impensable. En effet, comme il n'existe aucune séparation temporelle entre le moment de la production et celui de la consommation, ou encore, comme la collecte des victuailles et la consommation de ces dernières se font simultanément (ou presque), le besoin de s'arroger la terre, et de recourir à la violence pour assurer cette prérogative ne s'avère donc d'aucune utilité. Dans un tel contexte, ce sont plutôt les structures symboliques qui codifient l'activité de subsistance. Par exemple, nous dit Filion, « le butin d'un groupe de chasseurs sera distribué et consommé conformément aux prescriptions culturelles du système de parenté »¹¹. Le passage suivant du deuxième tome de *Dialectique et société* résume bien en quoi il y a absence de propriété dans les sociétés culturelles-symboliques :

la société [de chasseurs-cueilleurs] est comme plaquée sur la nature, elle y adhère par toute sa surface et par toutes les actions qui la constituent, tout en la socialisant en retour de part en part symboliquement; elle n'a pas encore étendu la chaîne du « travail productif » spécialisé qui ultérieurement différenciera de plus en plus une « matière première naturelle » et un « produit du travail social ».¹²

Le deuxième degré de propriété établi par Freitag est celui de la possession traditionnelle. Selon la définition qu'il en donne, la possession est « un rapport

¹¹ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 209.

¹² Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 191

d'usage effectif, régi culturellement, [qui s'exerce] entièrement par la voie de la soumission de l'action à l'attribution socio-normatives des biens, par sa conformité aux "*us et coutumes*" »¹³. Cela revient en fait à dire que, dans les sociétés traditionnelles, ce sont des règles culturelles particulières bien plus que des droits formels qui, garanties par les détenteurs de la violence légitime, régissent l'usage *social* – et non individuel – de la terre et de ses fruits. Même si ces règles sont de nature coutumière, il n'en demeure pas moins qu'elles comportent déjà cette idée d'exclusion juridique. Notons toutefois que cette exclusion à laquelle procède le droit coutumier ne concerne en rien l'usage d'autrui, mais qu'elle concerne plutôt les autres systèmes normatifs qui auraient virtuellement pu prendre la place de celui qui est en vigueur.

Le dernier degré de propriété à figurer dans la typologie de Freitag est celui de la propriété moderne. Ce qui caractérise cette forme de propriété, selon lui, c'est qu'elle « comporte l'"exclusion anticipée de l'usage d'autrui", et [...] possède par conséquent un caractère négatif relativement à l'ensemble des normes positives qui régissent la possession »¹⁴. Conformément au droit de propriété romain, le droit de propriété moderne permet, en ce qu'il est garanti par l'institution politique qui détient le monopole de la violence légitime, d'user et d'abuser d'une chose (*ius usus et abusus*), et d'empêcher par conséquent toute autre personne, y compris la personne que représente la communauté, de jouir de ce dont on abuse. Dans la mesure où le droit de propriété moderne concerne ici l'individu lui-même et non plus la communauté et ceux qui la constituent, il représente une forme de médiation symbolique entièrement libérée de la normativité culturelle-symbolique de base : indépendamment des normes symboliques qui régissent l'usage d'une chose, l'individu peut, en toute liberté et en toute légalité, décider d'en abuser et d'en priver

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

quelqu'un d'autre. Comme l'indique Filion en parlant de la propriété moderne chez Freitag,

le fait de pouvoir choisir entre l'usage culturel et le droit d'« abuser » est ce qui relie la propriété à la libération de la volonté individuelle. Le droit inhérent à la propriété permet de se dégager des prescriptions culturelles-traditionnelles, ce qui crée une sphère privée où l'individu peut développer une intériorité éthico-psychologique, et ouvre sa conscience à une infinité de virtualités non réelles.¹⁵

On peut donc dire, en ce sens, que c'est dans les sociétés modernes, où le pouvoir institutionnalisé reconnaît le droit de propriété privé et le garantit au moyen de l'usage de la violence conditionnelle, que la liberté individuelle trouve sa forme la plus accomplie. Maintenant que nous avons observé le lien qui existe entre propriété et liberté individuelle, nous devons maintenant nous intéresser aux formes de pouvoir respectivement associées à la possession traditionnelle et à la propriété privée moderne.

3.2 L'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation comme principe idéaltypique de la modernité

Selon Freitag, c'est à partir du moment où les êtres humains prennent conscience qu'ils font eux-mêmes la société et les règles qui la régissent que s'amorce le passage de la société traditionnelle à la société moderne. Pour reprendre ses termes exacts, un tel passage coïncide en fait « avec l'idée même d'une historicité de la société, et donc aussi avec l'idée non seulement de la possibilité d'une action de la société sur elle-même, mais encore de l'orientation de cette action par la connaissance-de-soi de la société »¹⁶. Au niveau du pouvoir, cette rupture ontologique qui permet la transition de la société traditionnelle à la société moderne entraîne plusieurs transformations radicales. En effet, dans le cadre des sociétés traditionnelles, les institutions ne sont pas considérées comme étant autoproduites,

¹⁵ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 211.

¹⁶ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 171.

mais plutôt comme une « adéquation terrestre des desseins de la divinité »¹⁷. Autrement dit, bien que le détenteur du pouvoir puisse user de la contrainte pour faire respecter les règles en vigueur, il ne peut cependant les produire, car celles-ci sont vues comme étant de nature religieuse. Pour reprendre les termes de Freitag,

le pouvoir y apparaît encore comme une expression directe de la transcendance extérieure plutôt que comme un exercice autonome d'une pratique proprement politique. Par l'intermédiaire du pouvoir, la transcendance exerce donc encore une emprise directe sur les orientations significatives inhérentes aux pratiques sociales subordonnées.¹⁸

Ainsi, dans un tel contexte où le pouvoir « incarne une transcendance religieuse à laquelle adhère généralement l'ensemble de la société »¹⁹, il ne peut par conséquent être considéré comme étant une production normative de la société par elle-même et pour elle-même. Il représente plutôt « un mode de *reconstruction de la société* par-delà la perte d'un mode plus originel de la société »²⁰. Selon la distinction établie par Filion, cette forme de pouvoir au fondement religieux correspond au premier cycle de la régulation politico-institutionnelle, alors que la forme moderne que nous allons voir à l'instant correspond quant à elle au deuxième cycle de cette même régulation.

Dans la société moderne, le pouvoir dont est investi le détenteur de la violence légitime – l'État – ne lui provient pas d'une divinité : il provient de la société elle-même. Comme l'indique Filion, « les dominants n'agissent plus en référence à la source divine du droit, mais au nom d'un droit naturel, les Droits de l'Homme, et ils n'héritent plus de ce pouvoir par la filiation familiale, mais par l'élection de citoyens »²¹. Autrement dit, contrairement au pouvoir traditionnel qui relève directement d'un dieu tout puissant et incontestable, l'État moderne est pour sa part lui-même soumis à des règles explicites dans l'exercice de sa fonction. Au niveau

¹⁷ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 244.

¹⁸ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 242.

¹⁹ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 245.

²⁰ Michel Freitag, *Dialectique et société II*, p. 176.

²¹ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 246.

idéologique, ce n'est plus par référence à une transcendance divine que les institutions politiques trouvent leur légitimité auprès de ceux qui les créent, mais par une référence transcendantale à la Raison et à son idéal de liberté individuelle. Comme l'indique Filion à cet égard, « une des différences majeures entre les principes rationnels et la religion consiste en l'exigence moderne de la réalisation, pour les générations actuelles et futures de l'idéal humaniste sur terre »²². Dans la société moderne, c'est par la production de droits qu'un tel idéal peut un jour espérer être atteint.²³ *L'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation* se présente donc, en ce sens, comme étant la particularité de la société moderne, en même temps qu'elle constitue le moyen par lequel l'idéal transcendantal suscitant le consentement des consciences individuelles peut éventuellement s'accomplir. Ainsi, souligne Filion en parlant de la différence entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir moderne,

c'est l'absence ou la présence de l'horizon autoréflexif de la production politico-institutionnelle qui sert de critère pour distinguer une société aliénée à une source divine du droit, d'une société aliénée à une source humaine du droit (raison, intérêts) à partir de laquelle elle administre un nouveau droit.²⁴

Maintenant que nous avons observé la différence entre la régulation politico-institutionnelle de premier cycle et la régulation politico-institutionnelle de deuxième cycle, nous allons nous intéresser au processus de transition de l'une à l'autre en Angleterre.

3.3 Le procès de modernisation particulier de l'Angleterre

Selon ce qu'affirme Freitag dans un texte intitulé « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre », la dynamique propre à la modernité réside dans l'opposition de la société consciente d'elle-même à la tradition,

²² *Ibid.*, p. 247.

²³ Pour un approfondissement du lien entre droit constitutionnel et liberté individuelle, voir Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, 1940.

²⁴ Jean-François Filion, *op. cit.*, p. 242.

laquelle empêche le déploiement de la liberté individuelle. En France, pays selon lui où « les caractéristiques formelles, catégoriques, "idéal-typiques", de la modernité peuvent être observées le plus aisément, dans leur état et leur expression les plus purs »²⁵, l'opposition à l'égard du pouvoir traditionnel s'est déchargée brusquement après s'être accumulée pendant longtemps, tel un condensateur. Pour comprendre la signification de l'évolution politique française et anglaise, un détour par le fonctionnement des assemblées politiques au Moyen-Âge s'avère nécessaire. À cette époque, rapporte Freitag en reprenant les propos du sociologue Charles Tilly, chaque niveau hiérarchique de la société jouissait de ses propres assemblées délibératives, lesquelles, chacune à leur niveau, exigeaient du souverain ou du détenteur de l'autorité de respecter et de faire respecter les droits, les libertés et les privilèges particuliers que les individus provenant des différentes sphères de la société possédaient en vertu de la tradition. Or, en France, au moment où s'est affirmé l'absolutisme, ces assemblées ont été complètement absorbées par le pouvoir monarchique nouvellement centralisé. Dès lors que cette tribune commune fut dissoute, les individus appartenant aux différents segments de la société se sont aussitôt vus dans l'incapacité de s'élever contre le pouvoir royal, et conséquemment, de se constituer en une force politique autonome. Devant cette impossibilité d'unité et d'expression politique, les mécontentements à l'égard de la tradition se sont accumulés jusqu'à saturation, pour ensuite exploser subitement et violemment. Comme le résume Freitag,

après la mise en veilleuse des états généraux par l'absolutisme royal et avec la prise de contrôle directe des Parlements provinciaux par le pouvoir royal central, la société ne [parvenait] pas à constituer conflictuellement sa propre unité face à la Royauté. D'un côté, elle [restait] structurée par les rapports traditionnels entre les trois ordres « féodaux » qui [entretenaient] chacun des rapports traditionnels avec la royauté et qui [résistaient] chacune à sa façon à l'extension du pouvoir royal. [Conséquemment] la constitution d'une société civile moderne qui s'articule sur elle-même de façon autonome face au pouvoir jusqu'à être en mesure de faire directement émaner d'elle-même ce pouvoir est retardée ou refoulée, et la société devient elle-même un

²⁵ Michel Freitag, 1995, « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre » dans *Société*, no 14, p. 120.

accumulateur et un condensateur de ses propres contradictions, en même temps que s'accumulent des tensions qui l'opposent à un pouvoir dont l'hétéronomie s'accroît. C'est alors non dans la dimension du politique, mais dans celles de la culture et de l'idéologie que s'effectue d'abord la synthèse critique de la société (Lumières).²⁶

En Angleterre, nous dit Freitag, la situation fut tout autre. C'est en fait dans la centralisation précoce des pouvoirs que la modernité distincte de ce pays trouve ses origines sociohistoriques. Contrairement au reste de l'Europe qui a connu son lot d'invasions barbares principalement au cours du V^e siècle, l'Angleterre a quant à elle continué de subir de nombreux raids vikings jusqu'à la fin du XI^e siècle : une invasion normande dans la seconde moitié du IX^e siècle, une autre au début du siècle suivant, puis une dernière en 1066. Agressés de l'extérieur, les six royaumes dont était constituée l'Angleterre n'ont conséquemment jamais pu consolider leur pouvoir territorial. En fait, ce morcellement politique issu de la conquête anglo-saxonne s'est même vu transformé à chacune des invasions qui ont touché le pays, laissant par conséquent son unité politique fragile. Dans le but de remédier à cette situation d'instabilité politique et d'assurer sa propre cohésion territoriale, l'Angleterre a donc procédé de façon précoce à la centralisation des pouvoirs.

Cette centralisation des pouvoirs s'est non seulement effectuée de façon précoce, mais elle s'est également réalisée dans le respect de la tradition, et ce, tant dans le domaine politique que dans celui du droit. En vérité, indique Freitag, c'est précisément dans le « maintien de la référence à la tradition dans le procès même de modernisation et au cœur des institutions modernes elles-mêmes »²⁷ que se situe la marque distinctive de la modernité anglaise. Dans le domaine politique, les assemblées représentatives médiévales n'ont pas été absorbées par le pouvoir central comme en France, mais ont plutôt été maintenues. En effet, nous dit Freitag, « en Angleterre, [...], les assemblées locales et le Parlement parvinrent non seulement à conserver finalement leur dynamisme propre, mais à s'élargir progressivement [...],

²⁶ *Ibid.*, p. 132.

²⁷ *Ibid.*, p. 120.

le procès d'unification nationale s'effectuant ainsi de l'intérieur et par la base »²⁸. En ce qui a trait au domaine du droit, Freitag souligne que c'est dans le maintien de certains de leurs pouvoirs que « la prépondérance royale [a été] assurée sur les seigneurs »²⁹ : Ceux-ci devaient en fait, au nom du roi, s'assurer de la sécurité des territoires respectifs dont ils étaient titulaires. Fondé sur la reconnaissance des droits et coutumes locaux, le maintien de la justice a d'abord été assuré de manière aléatoire par les seigneurs. Avec la formation du droit général anglais, la *common law*, au XII^e siècle, c'est de façon prévisible, systématique et équitable que les droits et privilèges fixés par les us et coutumes furent maintenant respectés. Ainsi, contrairement à la France absolutiste où le pouvoir royal a englouti celui dont jouissait la société civile au moyen-âge, « La Couronne [anglaise] ne s'[est] donc jamais [élevée] au-dessus de sa propre "Cour" [...], c'est au contraire cette dernière, ainsi que le Parlement, qui [ont] progressivement [monté] à sa hauteur, pour finalement la dépasser »³⁰.

Comme nous pouvons le constater, en Angleterre, le procès de modernisation par lequel s'établit un équilibre entre les pouvoirs centraux et ceux de la société ne s'est pas effectué dans le cadre d'une guerre ouverte contre la tradition, mais plutôt dans le respect de cette dernière. Selon Freitag, c'est précisément ce rapport entre les différentes forces sociales qui « a permis une transition continue et une transition progressive des nouveaux droits [...] à l'intérieur même du système qui assurait la protection des privilèges patrimoniaux traditionnels »³¹. Ceci dit, cela ne signifie pas qu'il n'y ait jamais eu en Angleterre d'opposition au pouvoir traditionnel. En fait, si ces moments de résistance n'ont jamais connu d'apogée comme en France, ils se sont par ailleurs toujours exprimés de façon soutenue. Comme le souligne Freitag,

ils s'y sont manifestés partout, tout le temps, de manière plus régulière et plus continue que sur le continent européen, dans une situation de crise plus permanente et

²⁸ *Ibid.*, p. 126.

²⁹ *Ibid.*, p. 123.

³⁰ *Ibid.*, p. 127.

³¹ *Ibid.*, p. 128.

donc moins condensée, et dont les différents moments, empiétant largement les uns sur les autres et se fondant mieux les uns dans les autres au cours d'un procès de révolution qui se déroule dans le long terme, ont été du coup mieux « maîtrisés » politiquement, idéologiquement et culturellement.³²

Ainsi, en Angleterre, ce n'est pas au cours d'une révolution subite que la société consciente d'elle-même s'est soulevée contre le pouvoir traditionnel et que les institutions du pouvoir et du droit ont été réformées, mais plutôt à partir d'une multitude de contradictions continues qui ont chacune d'entre elles apporté leur lot de luttes et d'amendements. Selon Freitag, c'est au capitalisme émergent que l'on doit attribuer la plupart des situations conflictuelles qui ont eu lieu en Angleterre, et par conséquent, la plupart des grandes réformes qui ont conduit le système politico-institutionnel anglais déjà moderne à sa pleine maturité. En effet, souligne-t-il,

Malgré quelques moments ou mouvements proprement révolutionnaires sur le plan social et politique [...] la modernité révolutionnaire anglaise n'a pas connu d'*epochè*, de *catharsis* comme en France. Il n'y a pas eu non plus de Terreur, mais celle-ci fut compensée par ce que certains auteurs ont nommé un « génocide intérieur », qui s'étend des *enclosures* à la première révolution industrielle, et aussi par le terrorisme permanent qu'une justice pénale brutale a exercé sur les pauvres [...]. D'une manière générale, si l'on regarde l'ensemble du « processus révolutionnaire » de la société anglaise, la violence, en Angleterre, n'a donc pas été tellement politique que sociale et surtout économique [...]. L'entente qui s'est lentement négociée et consolidée directement sur le terrain entre les catégories sociales dominantes de l'ancien régime aristocratique et celles du nouveau régime bourgeois de la société a été payée par le rejet des pauvres et des déracinés »³³.

Or, si Freitag affirme que, par le biais des procédures juridiques que constituent les *enclosures*, le capitalisme a été le facteur le plus déterminant dans la consolidation du pouvoir moderne en Angleterre, il semble cependant omettre une chose : comme le remarque Ellen Meiksins Wood dans son ouvrage *L'origine du capitalisme*, la véritable logique derrière les *enclosures* – mesures qui consistaient à entériner juridiquement la nouvelle conception de la propriété privée qui s'était substituée à celle de la possession –, était celle d'une amélioration indéfinie de

³² *Ibid.*, p. 121.

³³ *Ibid.*

l'efficacité (*improvement*). Autrement dit, en Angleterre, c'est la maximisation de l'efficacité qui a été l'authentique moteur de la reconnaissance juridique de la propriété privée et de sa garantie par l'institution politique détentrice de la violence conditionnelle. Si l'on considère que, pour Freitag, c'est dans cette reconnaissance et cette garantie que le pouvoir et la liberté individuelle trouvent leur forme la plus accomplie, on peut donc affirmer, dans ce contexte, que c'est la maximisation de l'efficacité qui, en Angleterre, a conduit au parachèvement du pouvoir moderne, et conséquemment, à la pleine expression de liberté individuelle.

En nous appuyant sur Meiksins Wood, nous démontrerons dans le prochain chapitre en quoi la recherche indéfinie de l'efficacité constitue le moteur de la socialisation capitaliste, et en quoi elle participe, en Angleterre, à la consolidation du système politico-institutionnel moderne et de la liberté individuelle. Ce faisant, nous entendons montrer deux choses : d'une part, que la maximisation de l'efficacité n'est pas le propre du phénomène de la technoscience, mais celui du capitalisme; et d'autre part, qu'elle n'est pas, comme le prétend Freitag, cette puissance autonome qui, se substituant à la régulation politico-institutionnelle, ne connaîtrait et ne reconnaîtrait plus aucune limite à son emprise et à son entreprise de destruction des conditions de possibilité de l'existence humaine, mais bien une forme déterminée de rapport au monde dont le lieu de synthèse se trouve dans cette médiation symbolique de deuxième degré que constitue le pouvoir moderne. Plus simplement, nous souhaitons montrer qu'en raison de sa participation à la consolidation du pouvoir moderne et de la liberté individuelle, la recherche d'efficacité en elle-même et pour elle-même ne peut correspondre à une logique qui aurait échappé à l'emprise humaine.

CHAPITRE 4

LA NAISSANCE DU CAPITALISME AGRAIRE EN ANGLETERRE : LA MAXIMISATION DE L'EFFICIENCE COMME MOMENT CONSTITUTIF DU SYSTÈME POLITICO-INSTITUTIONNEL MODERNE ANGLAIS

S'il se trouve un mortel qui n'ait d'autre ambition que celle d'étendre l'empire et la puissance du genre humain sur l'immensité des choses, cette ambition, on conviendra qu'elle est plus pure, plus noble et plus auguste que toutes les autres.

Francis Bacon
Novum Organum

4.1 Aux origines de la socialisation capitaliste en Angleterre : la centralisation précoce des pouvoirs et la transformation des rapports sociaux de propriété

Avant de montrer en quoi la maximisation de l'efficacité constitue un impératif propre au capitalisme, et en quoi il participe à la consolidation du pouvoir moderne anglais, il importe dans un premier temps de nous arrêter un instant sur la spécificité du capitalisme. Selon Marx, le capitalisme constitue une forme de socialisation particulière inédite dans l'histoire des sociétés humaines. C'est principalement dans *Le capital* que le célèbre philosophe et économiste a analysé de façon critique les catégories qui se trouvent au fondement de la socialisation capitaliste. Dans cet ouvrage, Marx explique que le processus à la base de cette nouvelle forme de rapports sociaux est celui au cours duquel le travail humain, valorisé dans sa seule forme de *travail abstrait*, c'est-à-dire comme seule quantité de temps de production, sans égard à son contenu ou à ses implications, prend la forme de la *valeur* (d'échange) d'une

marchandise, pour devenir par la suite profit sous forme d'une somme d'*argent*. Pour dire les choses autrement, la *valeur* (d'échange) d'une marchandise correspond à la somme de travail accomplie par un individu (travail vivant) qui, nécessaire à la production d'une marchandise, est contenue dans celle-ci (travail mort). Ainsi, au cours de ce processus, chaque activité singulière tend à perdre la particularité qui la caractérise pour ne viser en fin de compte que l'augmentation du profit et partant, l'accroissement du capital.

Plus généralement, nous explique Meiksins Wood en reprenant les idées de Marx, le capitalisme, avec ses impératifs d'accumulation et de maximisation des profits, est un système qui dépossède les individus de leurs moyens de subsistance et qui, partant, les oblige à vendre leur force de travail contre un salaire leur permettant d'acheter ce qui est fondamentalement nécessaire à la reproduction vitale. Dans un tel contexte, ce n'est que par l'entremise de la contrainte abstraite du marché que les individus parviennent à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires comme celui de se nourrir. Ainsi, nous dit-elle, dans le cadre de la socialisation capitaliste, le marché n'est plus « un simple système d'échange ou de distribution, il détermine, pour l'essentiel, les mécanismes qui régularisent la reproduction sociale »¹.

Selon Meiksins Wood, c'est en vertu d'une transformation des rapports sociaux de propriété résultant de la centralisation précoce des pouvoirs que s'est imposée, au cours du XVI^e siècle, en Angleterre, cette nouvelle forme de socialisation fondée sur l'augmentation exponentielle de l'efficacité et la maximisation des profits. Pour comprendre ces nouveaux rapports sociaux de propriété, un détour par l'activité productive féodale s'impose. Dans le cadre du féodalisme, les surplus produits par le travail des paysans n'étaient pas extorqués par l'entremise d'une coercition économique, mais par une méthode d'exploitation non

¹ Ellen Meiksins Wood, 2009, *L'origine du capitalisme. Une étude approfondie*, Montréal, Lux, p.154.

capitaliste imposée par le système féodal. Selon cette forme d'asservissement, les seigneurs qui possédaient le sol devaient le partager entre le plus grand nombre possible de paysans, lesquels, en contrepartie, devaient produire en surplus les produits nécessaires à leur subsistance, afin de les redonner à ceux qui leur avaient concédé une part de leurs terres. D'ailleurs, souligne Marx, dans le contexte de l'exploitation féodale, la puissance du seigneur dépendait « beaucoup moins de la rondeur de sa bourse que du nombre de ses sujets, c'est-à-dire du nombre des paysans établis sur ses domaines »². Détenteur d'une force militaire propre, il pouvait cependant user d'une coercition *directe* afin de récolter la rente d'un paysan qui n'était point en mesure de la lui donner, ou qui refusait tout simplement de le faire.³ C'était en fait cette possibilité de violence nue qui assurait aux seigneurs féodaux un retour de ce qu'ils avaient en partie octroyé. Ainsi, nous dit Meiksins Wood en parlant de ce type de rapports productif s'apparentant au servage, « les paysans avaient donc un accès direct aux moyens de production – la terre – tandis que les seigneurs [...], en s'appuyant sur divers pouvoirs et privilèges extra-économiques, s'appropriaient les surplus de ces paysans sous forme de rentes ou d'impôts »⁴.

Or, à partir du moment où les pouvoirs ont été centralisés au sein de l'État, les prérogatives qui permettaient jusque-là aux seigneurs féodaux d'extorquer directement des surplus – les pouvoirs militaires notamment – leur ont été radicalement révoquées, la violence conditionnelle étant maintenant le monopole de la Royauté centrale. Pour pallier à cette perte et éviter une possible confrontation, l'État anglais a par ailleurs entrepris de conserver certains de leur privilèges, et leur a par conséquent consenti le contrôle des terres agricoles afin qu'ils puissent

² Karl Marx, 1976, *Le capital I*, Paris, Éditions sociales, p. 520.

³ Notons que ces surplus récoltés par les seigneurs étaient principalement destinés à nourrir l'armée qu'il entretenait, car celle-ci, en plus d'être utilisée en vue d'assurer la collecte de la rente, servait également et principalement à défendre les paysans en cas d'éventuelles invasions barbares. Voir à ce sujet George Duby, *Guerriers et paysans. VIIe-XIIe siècle. Premier essor de l'économie européenne*, Paris, Gallimard, 1973, et également Marc Bloch, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 1994.

⁴ Ellen Meiksins Wood, *op. cit.*, p. 126.

éventuellement les louer à des fermiers. Le fermage, qui renvoie au concept de location ou de bail, est alors devenu le principal mode d'exploitation de la terre. Or, en n'étant plus en mesure d'extorquer des surplus par l'entremise d'une coercition directe – ce pouvoir étant désormais le monopole de l'État –, les seigneurs féodaux ont dû employer des méthodes d'appropriation tout autres, soit des méthodes indirectes et économiques. Pour l'essentiel, il s'agissait maintenant d'imposer des rentes aux fermiers non plus en vertu de la coutume et des normes en vigueur, mais en fonction du marché et de ses fluctuations. En d'autres termes, pour assurer la productivité de leur terre et réaliser des profits, les seigneurs féodaux devaient dorénavant louer la terre au plus offrant, c'est-à-dire à ceux qui parviendraient à « payer de bons loyers »⁵. Dans un tel contexte, les fermiers désireux d'accéder à la terre et de la conserver allaient devoir augmenter leur productivité et se faire concurrence entre eux pour y parvenir. Car, dans un tel système, soutient Meiksins Wood, « les fermiers productifs s'enrichissaient, leurs avoirs augmentaient, alors que les moins concurrentiels d'entre eux allaient grossir les rangs des classes sans terres »⁶.

L'*improvement*, qui signifie littéralement améliorer quelque chose « dans le but d'en tirer un profit monétaire »⁷ (*to turn into profit*), est alors devenu le mot d'ordre des seigneurs et des fermiers. Dans le cadre du capitalisme agraire, l'amélioration concernait beaucoup moins l'innovation technique que l'adoption d'une nouvelle conception de la propriété privée. Avec l'*improvement*, nous Meiksins Wood, il s'agissait avant tout de « faire en sorte que la propriété [appartienne désormais] à l'usage exclusif de celui qui la possédait »⁸. Pour y parvenir, poursuit-elle, il fallait donc abolir les droits coutumiers qui fixaient encore les conditions d'accès à la terre, c'est-à-dire exclure « tout autre individu, y compris la personne

⁵ *Ibid.*, p. 160.

⁶ *Ibid.*, p. 163.

⁷ *Ibid.*, p. 168.

⁸ *Ibid.*, p. 171.

morale que constituait la communauté, en supprimant les restrictions et les règlements que le village imposait jusque-là aux seigneurs »⁹. Il fallait en somme éliminer définitivement les vieilles coutumes imposées par le système féodal, qui empêchaient une exploitation maximale de la terre, et les remplacer par de nouvelles normes formelles et abstraites qui allaient sanctionner la nouvelle forme de propriété privée.

4.2 La sanction étatique de la propriété privée et le passage de la domination directe et personnalisée à la domination abstraite et formelle

En nous appuyant sur ce que nous dit Marx dans *Le capital*, nous avons observé que « l'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal »¹⁰, et que « la dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre »¹¹. Or, si la transformation des rapports sociaux de propriété avait bel et bien contribué à la décomposition du système féodal, un décalage demeurait cependant entre ces nouveaux rapports et le système juridique: le droit en vigueur n'était pas encore adapté à la nouvelle conception de la propriété qui avait remplacé l'ancienne conception féodale. Autrement dit, l'État continuait à sanctionner un droit d'accès à la terre fondé sur la possession traditionnelle, alors que dans les faits, l'appropriation privée était ce qui régissait l'accès aux moyens de subsistance. Ce sont en fait les *enclosures* et l'abolition du servage qui, en tant que mesures juridiques sanctionnant la nouvelle conception de la propriété privée, ont réussi à supprimer ce décalage, et à imposer un nouvel ordre régulateur adapté à la nouvelle société. En d'autres termes, c'est à partir d'une restructuration du droit que la contradiction entre les principes de la régulation politico-institutionnelle et le cours réelle de l'activité sociale (économique) a été dépassée.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Marx, *op. cit.*, p. 518.

¹¹ *Ibid.*

Bien que l'expropriation des paysans ait commencé dès le XVI^e siècle, ce n'est que cent cinquante ans plus tard, au XVIII^e siècle, qu'elle est devenue une véritable loi étatique (moderne) et un authentique moteur de la régulation sociétale. « Au XVIII^e siècle, nous dit Marx, – voyez le progrès! – la loi même devient l'instrument de spoliation »¹². Ce sont en fait les *enclosures* qui, afin de permettre aux seigneurs d'augmenter l'efficacité de leurs terres et de les rendre ainsi toujours plus rentables et lucratives, ont permis de chasser en toute légalité ceux qui les labouraient aux fins de leur subsistance. De façon tout à fait explicite, cette loi avait pour but de transformer les paysans en force de travail disponible pour les seigneurs désireux de maximiser leur profit. Selon un apologiste des *enclosures* rapporté par Marx,

si, après la conversion des petits paysans en journaliers obligés de travailler pour autrui, il se fait plus de travail, n'est-ce pas là un avantage que la nation [...] ne peut que désirer? Le produit sera plus désirable si l'on emploie dans une seule ferme le travail combiné : il se formera ainsi un excédent de produit pour les manufactures, et celles-ci, vraies mines d'or de notre pays, s'accroîtront proportionnellement à la quantité de grains fournis.¹³

Comme nous pouvons donc le constater, les *enclosures* avaient pour but d'entériner la nouvelle conception de la propriété privée. Avec elles, il devenait enfin légalement prescrit, aux fins de l'accroissement indéfini de l'efficacité des terres, de priver les paysans de leurs moyens de production en les expropriant, et partant, de les obliger à assurer leur subsistance en vendant leur force de travail sur le marché. Dès lors, ce n'était plus par l'entremise de la contrainte directe que la domination était dorénavant assurée, mais bien par celle des règles impersonnelles du marché.

Or, si enchâsser l'expropriation de la population des campagnes dans la loi était le premier pas vers la constitution d'un nouvel ordre régulateur, il fallait encore une autre mesure avant que la domination abstraite et formelle en vienne *pleinement* à

¹² *Ibid.*, p. 525.

¹³ Cité dans Marx, *op. cit.*, p. 528.

se substituer au système féodal en plein déclin. En effet, pour que sa force de travail devienne le moyen à partir duquel il allait maintenant assurer sa subsistance, le paysan devait cesser d'être inféodé à un autre individu – le seigneur –, et disposer de sa propre personne. En d'autres termes, il fallait que sa liberté individuelle soit reconnue. De même, indique Marx, « il ne pouvait non plus devenir libre vendeur de travail, apportant sa marchandise partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations, avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. »¹⁴. Pour faire du paysan une personne disposant *librement* de sa force de travail, ou encore, pour qu'il passe de producteur à salarié, il fallait donc que soit aboli le servage, mais également les anciennes normes qui régulaient encore l'exercice des métiers artisanaux. Plus simplement, nous dit Marx en parlant des nouveaux prolétaires, « ces affranchis ne [pouvaient devenir] vendeurs d'eux-mêmes qu'après avoir été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses »¹⁵. Pour transformer les paysans en travailleurs abstraits et universels, définis *a priori* par leur seule force de travail, il fallait donc, en somme, qu'ils s'émancipent du statut que leur conférait la tradition, et qu'ils deviennent des individus disposant librement de leur volonté. Par cette mesure, le pouvoir moderne allait donc *définitivement* se substituer au pouvoir traditionnel, et la domination formelle et abstraite à celle fondée sur la contrainte directe et personnalisée. Ainsi, c'est donc en ayant comme finalité explicite l'augmentation indéfinie de l'efficacité que le système politico-institutionnel anglais allait reconnaître et garantir la liberté individuelle, et par conséquent parvenir à sa forme la plus accomplie.

¹⁴ Marx, *op. cit.*, p. 518.

¹⁵ *Ibid.*

4.3 L'éthique de l'*improvement* comme idéologie de légitimation de la propriété privée

En plus d'avoir transformé les paysans asservis en travailleurs abstraits disposant librement d'eux-mêmes, la voie par laquelle l'Angleterre est entrée dans l'ère moderne a non seulement eu pour conséquence la création d'un prolétariat contraint à vendre sa force de travail contre un salaire, mais également celle d'une masse d'individus laissés pour compte par un marché saturé, forcés à voler et à vagabonder en vue de rester en vie. Comme l'indique plus en détail Marx dans ce passage du *Capital*,

la création du prolétariat sans feu ni lieu – licenciés des grands seigneurs féodaux et cultivateurs victimes d'expropriations violentes et répétées – allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes. D'autre part, ces hommes brusquement arrachés à leurs conditions de vie habituelles ne pouvaient se faire aussi subitement à la discipline d'un nouvel ordre social. Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs et de vagabonds.¹⁶

Afin de remédier à la situation, maintes législations traitant les vagabonds en « criminels volontaires », pour reprendre l'expression de Marx, ont été instituées. Selon ces lois établies, lesquelles considéraient qu'il n'en dépendait que du libre arbitre des individus de continuer à travailler comme par le passé, tous ceux qui allaient être pris à vagabonder, voler ou mendier, allaient être contraints à retourner au travail. Comme l'indique l'une des premières lois portant sur la situation,

les vagabonds robustes sont condamnés au fouet et à l'emprisonnement. Attachés derrière une charrette, ils doivent subir la fustigation jusqu'à ce que le sang ruisselle de leur corps; puis ils ont à s'engager par le serment soit à retourner au lieu de leur naissance, soit à l'endroit où ils ont habité pour les trois dernières années, et à « se remettre au travail ».¹⁷

L'usage *conditionnel* de la violence est donc devenu la modalité par laquelle le système politico-institutionnel anglais parvenait à garantir la propriété privée des moyens de production, et partant, à maintenir ce sur quoi il était fondé, à savoir la

¹⁶ *Ibid.*, p. 534.

¹⁷ Citée dans Marx, *op. cit.*, p. 534.

maximisation de l'efficacité des terres et l'accumulation du capital. Plus simplement, ces différentes mesures entreprises par l'État en vue de favoriser et de maintenir la propriété privée et l'exploitation du travail étaient en somme ce qui, en Angleterre, permettait au pouvoir moderne d'assurer la régulation et la reproduction de la société capitaliste.

Or, comme nous l'avons évoqué auparavant, la violence à laquelle le système politico-institutionnel *peut* avoir recours aux fins de la régulation sociétale ne doit jamais se présenter à nu.¹⁸ La domination abstraite et formelle doit, en effet, toujours être légitimée au moyen d'une idéologie « grand I ». Suivant cette idée, la logique économique de productivité et de maximisation des profits qui justifiait l'usage de la répression devait, elle aussi, être légitimée de cette façon. En Angleterre, dans le cadre du capitalisme émergent, c'était l'éthique de l'*improvement* qui, reposant sur la justification lockéenne de la propriété, parvenait à légitimer l'ensemble de l'entreprise étatique. Selon les idées développées par John Locke dans le cinquième chapitre du *Second traité du gouvernement*, « Dieu, qui a donné le monde aux hommes en commun, leur a également donné la raison afin qu'ils usent de ce monde pour le plus grand avantage de leur vie et de leurs besoins »¹⁹. Partant de cette idée, Locke va établir que ce n'est que par leur appropriation privée que les fruits produits spontanément par la nature peuvent remplir la fonction à laquelle Dieu les a destinés, à savoir garantir la subsistance et la conservation des hommes. Comme l'indique Jean-Fabien Spitz en commentant l'œuvre de ce célèbre penseur,

Locke va en effet montrer que tout nous est donné en commun pour nous préserver, mais sans l'appropriation privée rien ne pourrait servir à cette préservation. En ce sens, Dieu a indirectement commandé l'appropriation privée, puisqu'elle seule nous permet d'obéir à son commandement explicite d'user des biens de la terre pour préserver notre existence.²⁰

¹⁸ Selon Freitag, lorsque la violence se présente à nu, nous ne sommes plus dans une société où la régulation politico-institutionnelle fonctionne normalement, mais dans un état anormal de tyrannie ou de guerre civile.

¹⁹ John Locke, 1994, « De la propriété » dans *Le second traité du gouvernement*, Paris, PUF, p. 21.

²⁰ Jean-Fabien Spitz (trad) dans John Locke, *op. cit.*, p. 187.

C'est en faisant reposer l'appropriation privée sur le travail que Locke parvient à la justifier. Selon lui, bien que la nature soit donnée en commun à tous les hommes, chacun d'entre eux s'avère néanmoins propriétaire de sa propre personne. En effet, lui seul possède un droit sur elle.²¹ Le travail qu'il accomplit, lequel consiste à arracher une chose à son état naturel, lui appartient donc conséquemment en propre. Ainsi, lorsque, par son travail, il fait sortir une chose de sa condition originelle, il y ajoute une parcelle de ce dont il est détenteur et, par là, il en fait sa propriété. Pour reprendre les termes de Locke, « le *travail* étant indiscutablement la propriété de celui qui travaille, aucun autre homme que lui ne peut posséder de droit sur ce à quoi il est joint »²². Ainsi, en ce qu'il constitue une forme d'action sur les choses qui les détournent de leur cours naturel, le seul fait de prendre une partie de ce qui est commun justifie son appropriation individuelle. Prendre est en fait pour lui ce qui est à l'origine de la propriété privée. « Sans cela, nous dit-il, ce qui est commun n'est d'aucun usage »²³.

Puisque l'ensemble de l'argument de Locke repose sur l'idée selon laquelle la valeur inhérente à la nature n'est pas donnée en elle-même, mais par le travail, une terre qui demeure dans son état originel, et par conséquent commune aux hommes, s'en trouve par le fait même, selon lui, mal utilisée. C'est ce qu'il défend très explicitement dans le passage suivant :

je demande si, dans les forêts sauvages et les terres incultes de l'Amérique, qui sont laissées à l'état de nature, sans amendement, labour ni culture, je demande donc si

²¹ On voit ici que de tels propos n'auraient pu être tenus dans le contexte du servage, où le seigneur féodal disposait d'un droit sur la personne du serf. Par conséquent, une telle affirmation ne peut être soutenue que dans le cadre moderne de la domination institutionnelle, où chaque individu dispose de lui-même.

²² John Locke, *op. cit.*, p. 22. Pour Locke, il existe cependant deux limites à l'appropriation des choses de la nature. En effet, ce qui est individuellement approprié peut l'être à deux conditions : qu'il en reste, à qualité égale, suffisamment pour les autres; qu'il ne soit sous aucun prétexte gaspillé. Selon lui, ce n'est qu'à l'intérieur de ces deux limites que l'appropriation respecte le droit que possède tout homme à la préservation de sa personne.

²³ *Ibid.*, p. 23.

mille acres donneront aux pauvres et misérables habitants autant de biens nécessaires à la vie que ne le feront dix acres de terre également fertile dans le Devonshire, c'est-à-dire là où elles sont cultivées.²⁴

Ainsi, si Dieu a donné la nature aux hommes, il n'en demeure pas moins qu'elle doit revenir à ceux qui savent en maximiser le rendement. En effet, nous dit Locke, « il l'a donné pour l'usage de ceux qui seraient industriels et rationnels [...], et non pour satisfaire le caprice et l'avidité de ceux qui seraient querelleurs et chicaniers »²⁵. De ce fait, poursuit-il,

celui à qui on laissait autant de terre à mettre en valeur que ce qui était déjà occupé n'avait aucun sujet à se plaindre, et il ne devait pas toucher à ce qui était déjà mis en valeur par le travail d'un autre; s'il le faisait, il était clair qu'il désirait s'arroger, sans y avoir aucun droit, le bénéfice des peines prises par autrui, et non la terre que Dieu lui avait donnée en commun avec tous les autres pour qu'il y travaille.²⁶

Pour cette raison, celui qui, se contentant de ce que la terre a à offrir en elle-même, n'afficherait aucune intention d'en augmenter indéfiniment l'efficacité pourrait en toute légitimité en être amputé. Concluant donc qu'une terre commune est une terre gaspillée, Locke en appelle à l'appropriation des terres de même qu'à leur enclos. Partant, son argument justifie non seulement les *enclosures* et les vagues d'expropriation qui en résultent, mais les nombreuses lois contraignant la population au travail. Ainsi, se voulant le moyen par lequel le genre humain parvient à profiter des fruits que Dieu a donné aux hommes en commun, l'*improvement*, c'est-à-dire l'augmentation indéfinie de la productivité et de l'efficacité, devient donc, par le fait même, l'idéologie par laquelle le système politico-institutionnel anglais parvient à justifier l'usage conditionnelle de la violence quant à la garantie de la propriété privée.

Véritable socle de la société capitaliste qui émerge au XVII^e siècle en Angleterre, l'augmentation indéfinie de l'efficacité fut la logique derrière la reconnaissance et la garantie de la propriété privée par l'État anglais. Si, à l'instar de

²⁴ *Ibid.*, p. 29.

²⁵ *Ibid.*, p. 26.

²⁶ *Ibid.*

Freitag, l'on fait correspondre ce type de propriété avec la forme la plus accomplie du pouvoir moderne et de la liberté individuelle, on peut avancer qu'en Angleterre, c'est essentiellement la maximisation de l'efficacité qui a permis au système politico-institutionnel moderne de se consolider. Ainsi, en nous intéressant à la modernité distincte de ce pays, deux choses peuvent être remises en question à propos de la recherche d'efficacité en elle-même et pour elle-même, à savoir son autonomie et son imputabilité à la technoscience : d'une part, étant elle-même une forme particulière de médiation symbolique, il semble difficilement concevable qu'elle corresponde, comme le prétend Freitag dans ses derniers écrits, à l'émancipation de la technique vis-à-vis de toute forme d'emprise sociale; d'autre part, en ce qu'elle apparaît avec le capitalisme, l'idée qu'elle soit ce qui caractérise *en propre* le phénomène nouveau de la technoscience devient elle aussi difficilement envisageable, bien que demeure, dirait Weber, celle d'une « affinité élective ». Dans le prochain chapitre, nous entendons montrer que si l'on ne peut imputer l'augmentation indéfinie de l'efficacité à la technoscience, on peut très certainement établir une étroite relation entre cette dernière et le capitalisme : la technoscience est fille du capitalisme, en ce sens que, résultant d'une longue chaîne de décisions politiques visant chacune d'elles à surmonter les différentes crises qu'a connues le capitalisme et à maintenir prospérité de l'économie, sa principale vocation consiste en la maximisation de l'efficacité (des profits). Suivant cette idée, nous verrons alors qu'elle s'inscrit en continuité par rapport à la modernité anglaise, en même temps qu'en rupture par rapport à elle.

CHAPITRE 5

LES CRISES DU CAPITALISME ET LEUR PROCÈS DE RESTRUCTURATION DE LA VALEUR : DE LA SCIENCE COMME MOTEUR DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL À LA TECHNOLOGIE SOURCE DE VALEUR INTRINSÈQUE

Dans la production capitaliste, la règle absolue devient, d'une part, la production d'articles sous forme de marchandises et, d'autre part, le travail sous forme salariée. Un grand nombre de fonctions et activités, qui, parées d'une auréole et considérées comme une fin en soi, étaient naguère exercées gratuitement ou rémunérées de façon indirecte, se transforment directement en travail salarié, si divers que soit leur *contenu*, ou bien tombent sous le coup des *lois réglant le prix du salaire*, pour ce qui est de l'estimation de leur valeur et du prix des différentes prestations depuis celle de la putain à celle du roi.

Karl Marx
Un chapitre inédit du Capital

5.1 La crise du capitalisme agraire: la transformation de la science en moteur de l'accumulation du capital

Dans le chapitre précédent, nous avons observé que la maximisation de l'efficacité constitue le moteur de la socialisation capitaliste, et qu'elle apparaît donc en même temps qu'elle, en Angleterre, au XVI^e siècle, au moment où les seigneurs nouvellement démilitarisés par l'État se sont vus obligés de louer leurs terres au plus offrant, afin d'en maximiser la productivité et d'en obtenir des profits. Nous avons également constaté que c'est dans l'adaptation de ses principes régulateurs à la

socialisation capitaliste que le système politico-institutionnel moderne anglais s'est consolidé. Or, si, en Angleterre, l'augmentation indéfinie de l'efficacité a permis au pouvoir moderne d'atteindre sa forme la plus accomplie, elle est également responsable de plusieurs transformations survenues au sein de la société anglaise. Grâce à elle, en effet, le rendement des terres agricoles est devenu beaucoup plus élevé que celui des autres pays d'Europe, de sorte qu'il était maintenant possible pour l'Angleterre de subvenir aux besoins d'un plus grand nombre de gens. De cette augmentation de la productivité de l'agriculture, il en a résulté une croissance démographique sans précédent et la création d'une masse d'individus non seulement disponibles aux fins de l'augmentation du capital, mais également contraints à passer par le marché pour assurer leur subsistance. Selon Meiksins Wood, ce prolétariat de masse a presque aussitôt entraîné la crise du capitalisme agraire et sa mutation en capitalisme industriel. En effet, en tant que « classe sociale tenue d'échanger sa force de travail contre un salaire pour avoir accès à des moyens de subsistance essentiels »¹, le prolétariat de masse était le principal facteur qui, à côté du contexte concurrentiel qui obligeait à accroître indéfiniment la productivité du travail, déterminait la nature de la production. Il constituait à la fois la force productive au service de l'accumulation du capital et le plus grand marché de consommateurs à qui les marchandises produites étaient destinées. Or, vendant sa force de travail contre un salaire plus qu'insuffisant, le prolétariat de masse disposait cependant d'un pouvoir d'achat très restreint. Combinée à l'impératif d'efficacité et de maximisation des profits, cette réalité a du coup forcé les détenteurs des moyens de production à rendre la production encore plus rentable. Comme le souligne Meiksins Wood,

ce marché [que constituait le prolétariat de masse] donnait non seulement les moyens de produire, mais instaurait aussi le besoin de produire des biens pour la consommation à une très grande échelle, et de les produire en réalisant un bon rendement-prix, en suivant les principes dictés par ses impératifs de la concurrence, de l'accumulation et de la maximisation des profits, tout en se soumettant aux exigences qui consistaient à améliorer la productivité du travail.²

¹ Ellen Meiksins Wood, *op. cit.*, p. 221.

² *Ibid.*, p. 226.

Afin de compenser le faible pouvoir d'achat du prolétariat de masse tout en continuant à répondre aux exigences de la production capitaliste, une seule solution s'est alors imposée aux propriétaires des moyens de production : augmenter la quantité de biens produits et réduire le temps de production par unité. Impossible à réaliser avec les techniques traditionnelles de production agricole, cette solution allait dès cet instant les obliger à avoir recours à des techniques de production nouvelles et plus efficaces. Plus simplement, ils allaient dorénavant être contraints à *toujours* innover. Ainsi, résume Meiksins Wood en parlant des conditions d'émergence du capitalisme industriel,

si le secteur agricole n'avait pas été assez productif pour subvenir aux besoins d'un très grand nombre d'ouvriers ne travaillant pas dans ce domaine, le capitalisme industriel ne serait sans doute pas né en Angleterre. Si le capitalisme agraire anglais n'avait pas existé, des foules de gens dépossédés n'auraient pas été contraints de vendre leur force de travail contre un salaire. Sans cette force de travail, composée de gens dépossédés, il n'y aurait pas eu non plus de marché de masse de consommateurs voulant acheter à bas prix des biens pour la vie de tous les jours, comme des denrées alimentaires et des textiles.³

Dans le cadre de ce nouveau type de capitalisme, où les savoirs traditionnels n'étaient tout simplement plus en mesure d'assurer un niveau de productivité parvenant à la fois à subvenir aux besoins du prolétariat de masse et à maximiser les profits, la science est devenue un important levier de l'accumulation du capital. Grâce à l'application immédiate de ses découvertes au procès de production, elle s'est en effet transformée en important moteur de l'innovation technique et, conséquemment, en élément clé de la productivité du travail et de la concurrence. Comme l'indique David F. Noble dans *America by Design*,

science and capitalism press forward by nature. When the two are combined, the pace of social production quickens into a sustained drive. With scientific investigation and discovery as the engine of competitive innovation, capitalism becomes revolutionary at the core and competitors are compelled routinely to anticipate the future in order to

³ *Ibid.*, p. 224.

survive. Those who are able to harness science itself, therefore, and direct it for their own ends, have gained a considerable advantage.⁴

Vers la fin du XIXe siècle, l'introduction de la science au procès de production avait déjà acquis un rôle si important qu'il était maintenant impossible de maintenir un rendement compétitif sans elle.⁵ Toutefois, bien que le savoir avait acquis un rôle très important dans le développement de l'économie, les différentes industries ne s'intéressaient encore que très peu aux connaissances scientifiques en elles-mêmes. Elles étaient bien plus intéressées à se munir d'un arsenal d'ingénieurs qui allait en trouver des applications commercialisables. Selon Noble, l'indifférence marquée des industries de l'époque pour le savoir s'explique comme ceci : désintéressé et imprévisible, ce n'était pas directement lui qui leur permettait d'obtenir le monopole de certains marchés, mais bien plus le brevet sur les *processus* et les *produits* qui en étaient issus. Comme il l'indique dans le passage suivant,

during the nineteenth century, engineers focused their attention upon translating the haphazard discoveries of university-based scientists into patentable processes and products; rarely did they concern themselves with the actual production of scientific discoveries itself.⁶

Ainsi, comme le souligne Fabienne Orsi, si la science participait à la bonne marche du capitalisme industriel, elle le faisait en tant qu'« activité humaine dirigée vers l'avancement des connaissances [...], dont le propre [était] de déboucher sur des propositions à usages et destinations multiples et imprévisibles »⁷. Ce n'était donc pas les connaissances scientifiques en elles-mêmes qui étaient susceptibles d'être transformées en marchandises, mais bien les applications qui pouvaient en résulter. En d'autres termes, si la science contribuait à l'accumulation du capital, elle ne le faisait que de l'extérieur. En ce sens, elle demeurait donc encore bien campée dans la

⁴ David F. Noble, 1980, *America by Design: Science, Technology and the Rise of Corporate Capitalism*, Oxford University Press, p. 3.

⁵ Selon Meiksins Wood, c'est à ce moment d'ailleurs que le capitalisme allait sortir des frontières de l'Angleterre et conquérir graduellement les autres pays de l'Europe, tout comme ceux de l'Amérique.

⁶ David F. Noble, *op. cit.*, p. 110.

⁷ Fabienne Orsi, citée dans Magali, Franceschi, 2004, *Droit et marchandisation de la connaissance sur les gènes humains*, Paris, CNRS Éditions, p. 23.

tour d'ivoire que lui avait construite l'épistémologie moderne. Comme nous allons le voir à l'instant, si l'avènement de la Deuxième Guerre mondiale aura pour conséquence d'introduire une idéologie techniciste au sein même de la science, ce sera néanmoins au cours des années 1980, dans le cadre d'une restructuration de l'économie, qu'elle se fusionnera avec la technique et qu'elle deviendra par conséquent technoscience.

5.2 La Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre : l'instrumentalisation de la science aux fins de la prospérité nationale

Si, en dépit de son rôle clé dans le cadre du capitalisme industriel, la science demeurait fidèle aux principes mis de l'avant par l'épistémologie moderne, sa situation s'est néanmoins transformée au milieu du XXe siècle. Suite à son importante participation à la défense stratégique des États-nations au cours de la Seconde Guerre mondiale, elle est en effet devenue *Big Science*, c'est-à-dire affaire d'État. Selon ce qu'indique Bernadette Bensaude-Vincent dans *Les vertiges de la technoscience*, c'est le Projet Manhattan⁸ qui a servi d'archétype à la constitution de la *Big Science*. En ce qu'il a favorisé la collaboration d'une multitude de sphères différentes, ce projet a selon elle fonctionné comme démonstration à deux niveaux. D'une part, la coopération de scientifiques de différentes disciplines avec des ingénieurs, des techniciens et des militaires, aboutissant en moins de deux ans à la création d'une arme de destruction massive opérationnelle, a administré la preuve qu'il était possible de passer rapidement de la science la plus fondamentale aux applications les plus concrètes. D'autre part, il a également démontré l'efficacité sans précédent de la collaboration interdisciplinaire aux fins d'un objectif spécifique. Le succès du projet ayant ainsi été montré, il n'en fallait pas plus pour que les États-

⁸ Le Projet Manhattan est le nom du projet de recherche qui, entamé par les États-Unis et soutenu par le Canada et le Royaume-Uni, consistait à créer une nouvelle arme de destruction massive – la bombe atomique – qui allait donner l'avantage stratégique aux « alliés » au cours de la Seconde Guerre mondiale.

nation y ayant pris part – les États-Unis plus particulièrement – entreprennent de poursuivre cette mobilisation sans précédent une fois la guerre terminée.

Selon Bensaude-Vincent, c'est dans le rapport commandé par le Président américain F.D Roosevelt à Vannevar Bush, Président de la l'Office de la Recherche Scientifique et du Développement des États-Unis, que le prolongement de la *Big science* a trouvé son expression archétypique. Intitulé *Science : The Endless Frontier* (1945), ce rapport avait une vocation très précise : établir les règles qui allaient permettre de « pérenniser le miracle de la mobilisation en temps de paix »⁹. Selon les principes établis par Bush, pour obtenir de la science les retombées espérées, il fallait que la science, l'industrie et le gouvernement collaborent ensemble, à l'intérieur d'une répartition des tâches bien déterminée : la recherche fondamentale, conçue en tant qu'activité libre et imprévisible, devait s'effectuer dans les universités et être grandement financée par l'État; les connaissances issues de l'activité scientifique subventionnée devaient par la suite conduire à l'invention de nouvelles techniques et de nouveaux produits; finalement, la production de ces nouvelles marchandises devait quant à elle pousser les industries au développement compétitif et, ce faisant, garantir le plein emploi. Suivant cette division hiérarchique, le prolongement de la *Big Science* se présentait comme étant la condition de la santé économique du pays et du confort physique et psychique de l'ensemble de la population.

Si, avec l'avènement du capitalisme industriel, la science était déjà devenue un atout aux fins de l'accumulation du capital, elle persistait tout de même à se définir à partir de l'idéal de Vérité qu'avait établi l'épistémologie moderne, et à se constituer en explication générale du monde phénoménal.¹⁰ Or, avec l'avènement de

⁹ Bernadette Bensaude-Vincent, 2009, *Les vertiges de la technoscience. Façonner le monde atome par atome*, Paris, Éditions La Découverte, p. 26.

¹⁰ Bien que nous n'en ayons pas parlé, l'épistémologie qui caractérise la modernité anglaise (ex : Bacon) est sensiblement la même que celle qui caractérise la modernité française (ex. : Descartes). Si la « fonction sociale » de la science ne se veut pas la même d'une épistémologie à l'autre, l'activité

la *Big science*, l'entreprise que la science avait toujours prétendu poursuivre s'est considérablement transformée. Passant sous le contrôle des États-nations, Bensaude-Vincent indique que la conception d'une science libre et imprévisible, commune et sans frontière, a, pour l'essentiel, cédé la place à « une version techniciste de la science comme atout stratégique dans la compétition militaire, industrielle ou économique entre les nations »¹¹. En effet, dès lors que la science s'est transformée en important levier de la prospérité et de la sécurité nationale, des obligations de rendement se sont imposées à l'activité scientifique. Elle est devenue une sorte d'entreprise aux objectifs déterminés qui, dépendant dorénavant du financement gouvernemental quant à son exercice, devait produire des résultats mesurables et quantifiables afin de faciliter la maximisation des applications techniques commercialisables qui allaient en découler. Ce passage du rapport du sociologue Joseph Ben David rédigé pour l'OCDE en 1968 est particulièrement révélateur du changement d'orientation qu'a alors connu la science :

Les universités conservatrices donnent généralement naissance à des esprits conservateurs sur le plan intellectuel et qui transforment allégrement la science en une tradition, au lieu de l'utiliser de façon pragmatique, comme outil indéfiniment perfectible, ce qu'elle est en réalité.¹²

Ainsi, comme nous pouvons le constater, l'avènement de la *Big Science* a marqué un changement majeur dans l'orientation que l'entreprise scientifique se donne à elle-même. À l'instar de ce qu'affirme Freitag dans ses premiers écrits, la quête *désintéressée* de Vérité à laquelle aspirait la science a bel et bien été délaissée au profit d'un projet *déterminé* et *instrumentalisé*.¹³ Cela dit, bien qu'une idéologie techniciste ait alors été adoptée, ce n'est pourtant pas elle qui a conduit à la fusion des

scientifique demeure néanmoins, dans les deux cas, une activité théorique réglée sur l'idéal de Vérité. Voir à ce sujet Pierre Wagner (dir.), *Les philosophes et la science*, Paris, Gallimard, 2002.

¹¹ Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 32.

¹² Joseph Ben David, cité dans Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 28.

¹³ Notons que c'est dans le contexte de la *Big science* et de son prolongement que Kuhn écrit *La structure des révolutions scientifiques*. Homme de son époque, son grand mérite aura alors été de constater l'instrumentalisation nouvelle de la science à des fins bien déterminées. C'est d'ailleurs en ce sens que Freitag associe l'émergence de la technoscience à la théorie kuhnienne des paradigmes.

activités technique et scientifique. En effet, en dépit du changement d'orientation de la science, la hiérarchie entre les activités théoriques et pratiques que la modernité avait instituée se trouvait néanmoins conservée. Selon le rapport rédigé par Vannevar Bush, elle était même la condition de la santé économique de la nation. Comme l'indique Bensaude-Vincent,

[dans le cadre de la *Big Science*] la science est le moteur de l'innovation technologique, laquelle peut en outre être légitimée par une « demande sociale ». D'où suit la répartition des tâches qu'on a entrevue dans le cas américain. À chacun son rôle : le gouvernement finance, soutient et régule la recherche académique, sans espoir de retour sur investissement; les instituts de recherche universitaires ont la charge d'accroître les connaissances, de publier leurs résultats avec le système de contrôles par les pairs et ils agissent en tant qu'experts; quant aux groupes industriels, ils se chargent du développement, avec une approche coût/bénéfice en vue d'innovations technologiques qui font l'objet de brevets.¹⁴

Conséquemment, même si elle s'intéressait déjà davantage aux résultats de recherche qu'à la découverte de l'inconnu, la science ne consistait pas encore à l'observation de nos manipulations sur le réel. Ainsi, si la science n'était, *de fait*, déjà plus réglée sur l'idéal de Vérité, elle l'était tout de même encore dans l'esprit de ceux qui la pratiquaient, et c'était tout de même elle qui, en tant que moteur de l'innovation technologique, dominait l'espace des opérations techniques sur le monde. La hiérarchie que la modernité avait instituée étant ainsi conservée, la science ne se confondait donc pas encore avec la technique. Comme nous allons le voir à l'instant, la fusion des activités technique et scientifique sera davantage la conséquence de la privatisation de la connaissance qui aura lieu au cours des années 1980 que celle de la *Big science* qui caractérise l'époque de l'après-guerre.

¹⁴ Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 33.

5.3 La crise de la production industrielle des années 1970 : la transformation de la science en marchandise

L'époque de l'après-guerre est souvent considérée comme étant l'« âge d'or » des universités et de la recherche scientifique¹⁵. Au cours de cette période, la science était en effet abondamment financée par l'État qui, en retour, attendait d'elle des retombées qui allaient participer à la prospérité nationale. Selon ce qu'indiquent Alan P. Rudy, Dawn Coppin, Jason Konefal, Bradley T. Shaw, Toby Ten Eyck, Craig Harris et Lawrence Busch dans *Universities in the Age of Corporate Science*, l'activité scientifique était alors si importante pour les États-nation, qu'aux États-Unis, le budget alloué par le gouvernement américain à la recherche scientifique durant les deux décennies suivant la guerre était même équivalent à celui octroyé au département de la défense nationale. En vérité, comme cette époque correspond à celle du *Welfare state*, la science n'était pas la seule activité qui faisait alors l'objet d'investissements massifs de la part du gouvernement. Les infrastructures, les systèmes de protection sociale et l'armée étaient au même titre des secteurs qui, eux aussi, jouissaient des fonds gouvernementaux. Ces investissements étaient alors souhaitables, puisque c'était eux qui assuraient la croissance économique du pays, et partant, la prospérité de la nation. Or, au début des années 1970, l'économie prospère qu'avaient connue les États-Unis au cours des décennies précédentes a dramatiquement laissé place à une économie stagnante. Dans ce contexte de ralentissement économique, où le taux de chômage augmentait à mesure que l'industrie perdait de la vitesse, le gouvernement n'a eu d'autre choix, dans l'immédiat, que d'éponger la crise en venant en aide aux travailleurs sans emploi, mais aussi aux entreprises déficitaires qui, au bord de la fermeture, menaçaient d'augmenter le taux de chômage déjà trop élevé. Étant maintenant aux prises avec plus de dépenses qu'il ne pouvait en assumer, le gouvernement américain s'est

¹⁵ Alan P. Rudy et al., 2007, *Universities in the Age of Corporate Science. The UC Berkeley-Novartis controversy*, Philadelphia, Temple University Press, p. 20.

bientôt retrouvé lui-même déficitaire, et le pays, dans un état crise économique généralisée.

La véritable réponse du gouvernement américain à la crise économique – dorénavant mondiale – a été de restructurer radicalement l'économie du pays qui, encore, reposait majoritairement sur la production industrielle. Cette restructuration, qui devait en même temps parvenir à stimuler l'entreprise privée et à réduire considérablement les dépenses de l'État, comportait deux mesures conjointes : faire reposer l'économie sur autre chose que la production industrielle ou, en d'autres termes, réorganiser la valeur de sorte qu'elle soit capturée à travers d'autres types de travail productif; et transférer les différents secteurs qui étaient encore à la charge de l'État à l'entreprise privée. Dans le cadre d'un tel processus, plusieurs activités qui étaient jusqu'alors pratiquées gratuitement ou plus justement, qui ne faisaient pas l'objet d'un échange marchand, se sont vues transformées en travail salarié. De ce fait, certains biens communs qui, a priori, n'étaient pas considérés comme des marchandises, sont devenus les produits d'un échange marchand dorénavant réservés à ceux qui pourraient en payer le prix.

C'est la science qui, dans le cadre de la restructuration de l'économie, est devenue la principale activité par laquelle la valeur allait dorénavant être produite. En effet, dans le but de stimuler le développement technologique qui avait considérablement ralenti suite à la crise économique et aux coupures dans le fond budgétaire alloué à la recherche scientifique, l'État américain encouragea fortement le transfert du financement de la science à l'entreprise privée. Reprenant les idées de Locke et prétextant ainsi que « seule la propriété privée permet une bonne gestion des ressources, tandis que la propriété commune conduit au gaspillage »¹⁶, ou encore, que « la "saine gestion" implique que les résultats de recherche ne soient plus considérés comme des biens publics, patrimoines de l'humanité dans son ensemble, mais comme

¹⁶ Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 40.

propriété privée d'un groupe ou d'une entreprise »¹⁷, le *Bayh-Dole University and Small Business Patent Act* a donc été voté par le Congrès américain, en décembre 1980, en vue de transférer la propriété des résultats de recherche aux chercheurs eux-mêmes¹⁸. Spécifiquement, indique Rudy et al, le *Bayh-Dole Act* « explicitly recognized technology transfert to the private sector as a desirable outcome of federally financed research, and endorsed the principle that exclusive licensing of publicly funded technology was sometimes necessary to achieve that objective »¹⁹. Avec cette loi, dont le but était d'encourager la collaboration entre les universités et l'industrie afin de stimuler le passage rapide de la recherche à l'innovation, il était maintenant devenu un devoir pour les chercheurs de « prendre des brevets et de se préoccuper de commercialiser leurs inventions »²⁰. Transformant donc la connaissance en marchandise aux fins de la restructuration de l'économie en crise, cette loi sera, comme nous allons le voir, à l'origine de la fusion de la science et de la technique, et sera, par conséquent, l'aboutissement d'une longue chaîne de décisions ayant pour objet le maintien et l'accroissement de l'économie capitaliste.

5.4 La technoscience comme condition de la maximisation de l'efficacité

Après l'adoption du *Bayh-Dole Act*, la science est devenue directement source de valeur : la connaissance qu'elle produisait était dorénavant une marchandise pouvant être appropriée et vendue sur le marché.²¹ Ce faisant, la maximisation de l'efficacité devint la principale finalité de l'activité scientifique. Dorénavant, il

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ À noter que le *Bayh-Dole Act* ne visait d'abord que le transfert aux PME. Il faudra attendre Reagan et un Presidential Executive Order en 1983 pour élargir le transfert aux grandes compagnies.

¹⁹ Alan P. Rudy et al, *op. cit.*, p. 22.

²⁰ Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 34.

²¹ Selon plusieurs auteurs, la transformation de la science en capital – le capital intangible ou immatériel – serait la manifestation d'une nouvelle forme d'économie, soit l'économie de la connaissance. Au sujet de cette économie dite immatérielle, voir notamment André Gorz *L'immatériel : connaissance valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003 et Michael Hardt et Negri, Antonio, *Empire*, Paris, Éditions 18/10, 2000.

s'agissait bien plus d'optimiser les performances de la recherche que de découvrir les lois se cachant derrière les choses de la nature. Comme l'indique Bensaude-Vincent,

les trois objectifs visés dans le monde des entreprises s'[appliquaient] désormais aux programmes comme aux résultats de la R&D : elle [devait] produire des résultats effectifs et tangibles (*effectiveness*); elle [devait] être pertinente (*efficacy*); et elle [devait] être rentable (*efficiency*), produisant toujours plus avec moins.²²

En d'autres termes, l'amélioration indéfinie de l'efficacité, ou encore, l'*improvement* constituait maintenant la principale préoccupation de la science devenue source de valeur.

Si, dans le cadre du capitalisme agraire, l'amélioration de l'efficacité équivalait à transformer les rapports sociaux de propriétés, elle consistait dorénavant à transformer la connaissance en objet pouvant être vendu. Or, pour y parvenir, il fallait d'abord qu'elle puisse être brevetée. Selon la définition qu'Alexandra Obadia en donne dans son livre *Xénotransplantation : le brevet sur l'animal*, le brevet « accorde à l'inventeur un droit exclusif d'exploiter son invention pendant une période donnée »²³. Il vise à « encourager l'activité inventive en compensant les frais engagés par l'inventeur »²⁴. Plus simplement, son but est de faire la promotion de l'innovation technique. Selon la *Loi sur les brevets*²⁵, est brevetable « toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un deux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité »²⁶. La réalisation est quant à elle définie comme étant « un acte ou une série d'actes accomplis par ou sur certains agents physiques, qui produisent sur cet objet certains changements de formes ou de conditions »²⁷. Pour dire les choses autrement, est brevetable toute réalisation *nouvelle* et *utile* qui entraîne une transformation

²² Bernadette Bensaude-Vincent, *op. cit.*, p. 42.

²³ Alexandra Obadia, 2000, *Xénotransplantation. Le brevet sur l'animal*, Québec, PUQ, p. 7.

²⁴ *Ibid.*, p. 11.

²⁵ Nous nous référons ici à la loi canadienne. Notons toutefois que les caractéristiques de brevetabilité établies par le Canada sont pour l'essentiel les mêmes que celles établies par l'Europe et les États-Unis.

²⁶ Article 2 de la *Loi sur les brevets*, dans Alexandra Obadia, *op. cit.*, p. 24.

²⁷ *Ibid.*

humaine et volontaire de la nature d'une chose déjà existante. Cela revient en fait à dire qu'il s'avère tout à fait impossible de breveter ce qui existe en tant que tel dans la nature. En ce sens, parce que les connaissances scientifiques portent sur les phénomènes objectifs, elles ne peuvent par conséquent être l'objet d'un brevet. En d'autres termes, en ce qu'elle vise à connaître universellement ce qui se cache derrière les apparences, la science est, par définition, incapable de produire des marchandises. Ainsi, pour que la science parvienne à produire des marchandises susceptibles de procurer des profits à l'entreprise privée qui la finance, ou encore, afin que les connaissances produites par l'activité scientifique puissent devenir objets de brevets, ce qui est connu doit donc impérativement être transformé. Dans le contexte de la restructuration de l'économie, pour que la science devienne une véritable source de valeur, ou encore, dans le but qu'elle produise des connaissances susceptibles de rapporter des profits à celui qui en détient le droit de propriété, il fallait, en somme, qu'elle se fusionne avec la technique, qu'elle devienne technoscience.

Si le *Bayh-Dole Act* a grandement participé à la fusion des activités scientifique et technique, une dernière mesure législative visant la modification du droit de propriété intellectuelle devait être adoptée afin d'étendre le droit de brevet à l'ensemble des choses de la nature, particulièrement au vivant, qui en était encore exclu. Selon Obadia, il s'agissait en somme de contourner « la doctrine du produit de la nature »²⁸, en vertu de laquelle « les produits qui existent déjà dans la nature ne sont pas brevetables »²⁹, qui empêchait toujours de breveter le vivant classé dans cette catégorie. Comme l'indiquent Rudy et *al.* en parlant de cette doctrine, « [its] very existence [...] demonstrated clearly the inapplicability of utility patents to life forms: life forms were not created by people but were found in nature »³⁰. Or, en

²⁸ Alexandra Obadia, *op. cit.*, p. 41.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Alan P. Rudy et al, *op. cit.*, p. 139.

1980, année au cours de laquelle le *Bayh-Dole Act* a été adopté par le Congrès américain, plusieurs cas de transformation du vivant ont été portés à la Cour Suprême des États-Unis, le plus populaire d'entre eux étant sans aucun doute l'affaire *Diamond v. Chakrabarty*, dans laquelle M. Chakrabarty demandait un brevet sur des bactéries modifiées génétiquement capables de décomposer du pétrole brut. Suite aux revendications faites dans ce sens, le tribunal de la plus haute instance américaine a porté un jugement en faveur du demandant en permettant qu'un brevet soit délivré sur une bactérie modifiée. Ce faisant, il a également ouvert la voie à la brevetabilité du vivant. Ce sera cependant en 1988, avec l'affaire de l'oncosouris de Harvard, que la Cour Suprême des États-Unis permettra définitivement la brevetabilité du vivant, les formes de vie supérieures y compris. En effet, selon le jugement établi par la Cour dans cette affaire, peut être breveté : « [any species of] transgenic non-human mammal all of whose germ cells and somatic cells contain a recombinant activated sequence introduced into said mammal, or an ancestor of said mammal, at an embryonic stage »³¹. Ce sera dès lors la totalité de la nature et des formes de vie qui l'habitent qui seront dorénavant susceptibles d'être transformées en produits destinés à être vendus sur le marché.

Ainsi, si le *Bayh-Dole Act* était la mesure qui allait transformer la connaissance en marchandise, la modification du droit de propriété était celle qui allait permettre la transformation de ce qui est connu en objet brevetable. C'est donc à partir de 1980, dans le cadre de la restructuration de l'économie, que la science, en tant qu'activité de dévoilement du monde phénoménal, s'est fusionnée avec l'activité technique. Même si cette fusion est le résultat d'un long processus socio-historique, ce n'est qu'à ce moment qu'elle est devenue l'observation de nos manipulations sur le réel – inerte comme vivant –, puisque seules ces manipulations étaient et sont encore en mesure de produire des choses nouvelles, susceptibles d'être brevetées et, partant,

³¹ Office américain des brevets et des marques de commerce (PTO), dans Alexandra Obadia, *op. cit.*, p. 42.

marchandisées. Nous pouvons donc dire, en somme, que c'est la forme actuelle de l'*improvement* – l'augmentation indéfinie de l'efficacité de la connaissance – qui impose la modification technique de ce qui est connu.

Ainsi, si la technoscience se présente effectivement comme un projet de maximisation de l'efficacité, elle ne correspond toutefois pas, comme le prétend Freitag dans ses derniers écrits, à un processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine, mais bien à un long procès de subversion de la science par les impératifs propres au capitalisme. Elle est, en somme, la conséquence inédite de décisions politiques bien précises visant la préservation de la vitalité de l'économie capitaliste, et s'inscrit donc, en ce sens, dans la continuité de la modernité anglaise, en même temps qu'en rupture par rapport à elle.

CONCLUSION

En face de la guerre des étoiles, il y a la faim, le manque d'eau, l'errance. Face à la « révolution informatique », il y a l'éducation gâchée, l'analphabétisme. Face à la « création » de nouvelles espèces biologiques, il y a la menace qui pèse sur celles qui existent déjà dans leur propre « savoir-vivre », leur propre genre. Face à l'affirmation du « tout est possible », il y a l'évidence sensible, morale, esthétique que tout ce qui compte existe déjà, sauf la justice entre les hommes.

Michel Freitag
L'oubli de la société

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes intéressés à la technoscience dans la sociologie de Michel Freitag. Nous avons constaté qu'au regard de sa théorie générale, la technoscience ne peut être associée à l'émancipation de la technique par rapport à toute forme d'emprise humaine. Deux principaux éléments théoriques l'empêchent en fait d'appréhender la technoscience à la lumière du thème de l'autonomie de la technique : d'une part, en ce qu'elle permet au sujet de s'adapter aux déterminations empiriques du milieu dans lequel il se trouve, la technicité est selon lui une activité essentielle de toute existence subjective dans le monde; d'autre part, tout rapport humain au monde étant selon lui médiatisé par le symbolique, ce n'est qu'en étant elle-même médiatisée symboliquement que la finalité de l'activité technique – l'efficacité – peut être atteinte.

Comme sa théorie générale du symbolique ne lui permet pas de concevoir la technoscience en tant que processus par lequel la technique échappe à la maîtrise

humaine, nous avons vu que c'est l'adoption d'un idéal posant la technique comme absolu qui constitue pour lui la nouveauté de la technoscience. En effet, selon ce qu'il affirme dans les deux tomes de *Dialectique et société*, à partir du moment où l'idéal de Vérité a été normativement mis à mal par la théorie kuhnienne des paradigmes, l'unité virtuelle de la connaissance et du monde objectif sur laquelle un tel idéal reposait a bientôt fait place à un « monisme opérationnaliste », pour reprendre une fois de plus l'expression de Clain, où le réel n'était maintenant rien d'autre que ce qui était immédiatement objet de mesure et de transformation. Abandonnant son projet de se constituer en explication générale du monde phénoménal, la science est alors progressivement devenue l'observation de nos manipulations sur le réel. Elle s'est du coup vue réduite à l'accroissement de l'efficacité et de l'effectivité, alors que le contrôle technologique de la réalité sociale et de l'environnement qui constitue sa logique propre s'est tendanciellement substitué au mode de régulation politico-institutionnel.

Nous avons cependant constaté qu'en dépit de sa théorie du symbolique qui intègre la technicité en tant que modalité ontologique de la pratique humaine, Freitag en vient lui-même à admettre que la technoscience conduit à l'autonomie de la technique. En effet, selon ce qu'il affirme dans ses derniers textes, surtout dans « La nature de la technique » et « De la terreur au *Meilleur des mondes* », lorsque la logique technoscientifique se substitue à la régulation politico-institutionnelle, le développement continu de techniques de gestion toujours plus efficaces tend à devenir la condition ontologique même de la société. Dans ce mouvement où l'augmentation indéfinie de l'efficacité devient le moyen par lequel la société parvient à se maintenir dans l'existence, la technique tend à s'autonomiser par rapport au pouvoir institutionnalisé – médiation symbolique de second degré qui, dans la modernité, avait permis à la fois sa constitution unitaire et son intégration au procès de reproduction sociale – pour au final s'émanciper de toute forme d'emprise humaine. C'est ainsi que Freitag en vient à affirmer que la technoscience, en tant

qu'autonomisation de l'efficience pour elle-même et en elle-même, conduit tendanciellement à la destruction de l'entièreté de l'ordre symbolique. Suivant sa position, la technoscience entraînerait indéniablement la disparition progressive de la réflexivité et mènerait donc, par conséquent, à l'éventuelle mort du sujet social et politique.

Après avoir exposé la contradiction dans les propos tenus par Freitag quant au phénomène de la technoscience, nous avons tenté d'en trouver les origines et d'y donner une explication. Pour y parvenir, nous nous sommes penchées sur le concept de mode de régulation politico-institutionnel de deuxième cycle. Nous avons alors constaté qu'en plus de permettre la constitution d'une activité réflexivement et systématiquement orientée vers l'efficacité et son amélioration, un tel mode de régulation permettait également à la liberté individuelle de se déployer.

Nous avons de plus constaté que c'est l'idéal du Progrès, compris en termes d'accroissement indéfini de la liberté individuelle, qui constitue, pour Freitag, l'idéologie de légitimation à partir de laquelle les différentes modalités de la pratique – la technique y compris – se trouvent soumises au système politico-institutionnel moderne. Selon cette idéologie, c'est par son émancipation à l'égard de la tradition, que le sujet doté de Raison parvient enfin à être *politiquement* libre.

Nous avons vu que ce modèle, qui constitue l'idéaltype de la modernité pour Freitag, est principalement celui qu'a connu la France depuis la révolution. Même si, dans un texte intitulé « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre », il convient qu'il existe une autre voie vers la modernité que celle empruntée par la France, c'est néanmoins à ce pays qu'il se réfère pour établir la distinction entre pouvoir traditionnel et pouvoir moderne. Nous avons par conséquent observé que c'est en prenant comme prémisses le système politico-institutionnel moderne français et le contexte socio-historique par lequel il s'est constitué que

Freitag parvient d'une part à associer la recherche d'efficience en elle-même et pour elle-même au phénomène nouveau de la technoscience et, d'autre part, à postuler l'émancipation de cette recherche indéfinie par rapport au pouvoir sensé l'intégrer au procès de reproduction sociale.

C'est en définissant la modernité, comme Freitag le fait, par *l'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation* ou, mieux en encore, par l'exercice de la domination abstraite et formelle, et en nous intéressant à la voie particulière par laquelle l'Angleterre y est entrée, que nous avons pu légitimement remettre en question sa thèse selon laquelle la technoscience correspondrait à un processus par lequel la technique tendrait à imposer sa toute puissance à la condition humaine en même temps qu'à lui échapper. Plus particulièrement, c'est en observant un élément bien particulier de la constitution du système politico-institutionnel moderne anglais, échappant en partie à l'analyse que fait Freitag de modernité distincte de l'Angleterre, que nous avons pu le faire. Cet élément était celui-ci : dans ce pays, l'amélioration indéfinie de l'efficience à participer à la constitution du système politico-institutionnel moderne, ou mieux encore, à sa consolidation. Nous avons vu, en effet, que la modernité anglaise a permis l'émergence du capitalisme et que celui-ci, fondé sur une logique d'*improvement*, est ce qui a permis à la domination abstraite et formelle d'atteindre sa forme la plus accomplie.

Après avoir expliqué en quoi l'amélioration indéfinie de l'efficacité a participé à la consolidation du pouvoir moderne anglais, nous avons montré que la technoscience n'est pas un processus par lequel la technique s'émancipe de toute forme d'emprise humaine, mais que, fille du capitalisme, elle s'avère plutôt la conséquence d'une longue chaîne de décisions politiques visant le maintien de l'accumulation du capital et la prospérité de l'économie capitaliste.

Ainsi, en nous intéressant à la technoscience dans la théorie sociologique de Michel Freitag, plus particulièrement à la contradiction que nous avons observée dans les propos qu'il tient à ce sujet, nous croyons avoir contribué à la compréhension du phénomène de la technoscience. Plus spécifiquement, nous pensons avoir apporté un élément critique supplémentaire nous permettant de remettre en question son appréhension en termes de processus par lequel la technique tendrait à nous échapper et à nous imposer ses propres lois d'évolution. Sans avoir la prétention d'avoir épuisé les analyses pouvant être faites du thème de l'autonomie de la technique et, plus généralement encore, sur celui de la technoscience, nous espérons tout de même avoir réussi à démontrer que ce phénomène est le résultat de facultés symboliques, culturelles et politiques proprement humaines et que son existence dépend encore de ces mêmes facultés. Cela dit, bien que la technoscience et son entreprise de transformation technique du réel nous appartienne toujours en propre, il n'en demeure pas moins que ses conséquences sur la nature et, plus généralement sur la vie elle-même, peuvent quant à elles échapper au contrôle humain. Mais alors, si une telle situation advient, le sentiment d'impuissance qui envahira le cœur des hommes devant l'incontrôlabilité de leurs propres créations ne devra pas être imputé à la toute-puissance de la technique, mais à la seule arrogance humaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERS, Günther, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, L'encyclopédie des nuisances/Ivria, 2002, 360 pages.
- BENSAUDE-VINCENT, Bernadette, *Les vertiges de la technoscience. Façonner le monde atome par atome*, Paris, La Découverte, Sciences et société, 2009, 223 pages.
- BLOCH, Marc, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 1994, 702 pages.
- CHALMERS, Alan F., *Qu'est-ce que la science?*, Paris, La Découverte, Livre de poche, 1990, 296 pages.
- CLAIN, Olivier, « Sur la science contemporaine », *Société*, no. 4, 1989, pp. 95 à 142.
- COMDEMALE, Pascal, *Introduction à Marx*, Paris, La découverte, Repère, 2006, 122 pages.
- DESCARTES, René, *Discours sur la méthode*, Paris, Flammarion, 2000, 189 pages.
- DUBY, George, *Guerriers et paysans. VIIe-XIIe siècle. Premier essor de l'économie européenne*, Paris, Gallimard, 1973, 308 pages.
- DUMOUCHEL, Paul, « Science, technique et histoire » dans Luc Vigneault et René Blais (sous la dir.), *Culture et technoscience : des enjeux du sens à la culture*, Saint-Nicolas, PUL, 2006, pp. 69 à 82.
- ELLUL, Jacques, *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Economica, Classiques des sciences sociales, 1990, 423 pages.
- ELLUL, Jacques, *Le système technicien*, Paris, Le cherche midi, Documents, 2004, 333 pages.
- FILION, Jean-François, *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Québec, Nota bene, Société, 2006, 333 pages.
- FRANCESCHI, Magali, *Droit et marchandisation de la connaissance sur les gènes humains*, Paris, CNRS Éditions, 2004, 247 pages.

- FREITAG, Michel, *Dialectique et société I. Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Saint-Martin, L'âge d'homme, 1986, 296 pages.
- FREITAG, Michel, *Dialectique et société II. Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, Montréal, Saint-Martin, L'âge d'homme, 1986, 443 pages.
- FREITAG, Michel, « Les racines anglaises de l'Amérique et la modernité distincte de l'Angleterre » dans *Société*, no 14, 1995, pp. 119 à 147.
- FREITAG, Michel, et Jean-François CÔTÉ, « Les savoirs scientifiques entre transcendance et instrumentalisation. Entretien avec Michel Freitag » dans *Anthropologie et Sociétés*, vol. 20, no 1, 1996, p. 167-186.
- FREITAG, Michel, « La nature de la technique » dans *L'oubli de la société*, Saint-Nicolas, PUL, 2002, pp. 325 à 417.
- FREITAG, Michel, « De la Terreur au Meilleur des Mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique » dans Daniel Dagenais (sous la dir.) *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Saint-Nicolas, PUL, 2003, pp. 353 à 404.
- GOFFI, Jean-Yves, *La philosophie de la technique*, Paris, PUF, Que sais-je, 1988, 127 pages.
- GORZ, André, *L'immatériel : connaissance valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003, 152 pages.
- HABERMAS, Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, Tel, 1990, 211 pages.
- HARDT, Micheal et Antonio NEGRI, *Empire*, Paris, 10/18, 2000, 571 pages
- HEGEL, G.W.F, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, Tel, 2008, 347 pages.
- HEIDEGGER, Martin, « La question de la technique » dans *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, Tel, 2008, pp. 9 à 48.
- HOTTOIS, Gilbert, « La technoscience : de l'origine du mot à son usage actuel » dans Jean-Yves Goffi (sous la dir.), *Regard sur les technosciences*, Paris, Vrin, Pour demain, 2006, pp. 21 à 38.

- HOTTOIS, Gilbert, « Le concept de « technoscience » » dans Luc Vigneault et René Blais (sous la dir.), *Culture et technoscience : des enjeux du sens à la culture*, Saint-Nicolas, PUL, 2006, pp. 85 à 99.
- HOTTOIS, Gilbert, *Philosophies des sciences, philosophies des techniques*, Paris, Odile Jacob, 2004, 219 pages.
- INTERNATIONAL PERSPECTIVE, « Marx est-il réduit au silence par Hardt et Negri ? Se référer à la théorie de la maturité de Marx pour critiquer “Multitude : Guerre et démocratie à l’âge de l’Empire” » sur le site : <http://internationalist-perspective.org/PI/pi-texts/multitudes.html>
- JAPPE, Anselm et Kurz, ROBERT, *Les habits neufs de l’Empire. Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Ligne/Léo Scheer, 2003, 123 pages.
- KERMISH, Céline et Gilbert HOTTOIS (dir.), *Techniques et philosophies des risques*, Vrin, Pour demain, 2007, 254 pages.
- KOYRÉ, Alexandre, *Du monde clos à l’univers infini*, Paris, Gallimard, Tel, 1973, 349 pages.
- KUHN, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, Champs sciences, 2008, 284 pages.
- LAFONTAINE, Céline, *L’empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Paris, Seuil, 2004, 235 pages.
- LATOURET, Bruno, *La science en action*, Paris, La Découverte/Poche, Sciences humaines et sociales, 2005, 663 pages.
- LE MOIGNE, Jean-Louis, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, PUF, Que sais-je, 1995, 127 pages.
- LOCKE, John, « De la propriété » dans *Le second traité du gouvernement*, Paris, PUF, 1994, pp. 21 à 38.
- LYOTARD, Jean-François, *La condition postmoderne*, Paris, De Minuit, 1979, 109 pages.
- MARCUSE Herbert et Douglas KELLNER, « Some social implications of modern technology » dans *Technology, war and fascism*, New York, Routledge, p. 39 à 66.

- MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel*, Paris, De minuit, Arguments, 1968, 281 pages.
- MARX, Karl, *Le capital I*, Paris, Éditions sociales, 1976, 762 pages.
- MARX, Karl, *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, 10/18, 1971, 318 pages.
- MEIKSINS-WOOD, Ellen, *L'origine du capitalisme. Une étude approfondie*, Montréal, Lux, Humanités, 2009, 313 pages.
- MIQUEL, Christian et Guy MÉNARD, *Les ruses de la technique*, Montréal, Boréal, 1988, 388 pages.
- MOWERY, David C., Richard R. NELSON, Bhaven N. SAMPAT et Arvis A. ZIEDONIS, *Ivory tower and industrial innovation. University-industry technology transfer before and after the Bayh-Dole Act*, Stanford, Stanford University Press, 2004, 241 pages.
- NOBLE, David F., *America by design: Science, Technology and the Rise of corporate capitalism*, New York, Oxford University Press, 1980, 384 pages.
- OBADIA, Alexandra, *Xénotransplantation. Le brevet sur l'animal*, Québec, PUQ, 2001, 126 pages.
- PERRIN, Jacques, *Comment naissent les techniques. La production sociale des techniques*, Paris, Publisud, 1988, 181 pages.
- PINSART, Marie-Ève, *La bioéthique*, Paris, Le Cavalier Bleu, Idées reçues, 2009, 127 pages.
- POPPER, Karl, *The logic of scientific discovery*, London and New York, Routledge classics, 2002, 513 pages.
- RUDY, Alan P. et al., *Universities in the age of corporate science. The UC Berkeley-Novartis controversy*, Philadelphia, Temple University Press, 2007, 236 pages.
- SIMON, Herbert A., *Les sciences de l'artificiel*, Paris, Gallimard, Folio/Essais, 2004, 464 pages.
- SIRIS, Jean-Pierre, *La technique*, Paris, PUF, Les grandes questions de la philosophie, 1994, 414 pages.

STENGERS, Isabelle, *L'invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion, Champs, 1995, 209 pages.

TINLAND, Franck, « La technoscience : convergence occasionnelle ou lien essentiel? » dans Jean-Yves Goffi (sous la dir.), *Regard sur les technosciences*, Paris, Vrin, Pour demain, 2006, pp. 39 à 66.

VINCENT, Gilbert (sous la dir.), *La technique et le façonnement du monde. Mirage et désenchantement*, Paris, L'Harmattan, Ouverture philosophique, 2007, 263 pages.

WAGNER, Pierre (sous la dir.), *Les philosophes et la science*, Paris, Gallimard, Folio/Essais, 2002, 1124 pages.

WINNER, Langdon, *Autonomous technology. Technics-out-of-control as a theme in political thought*, MIT press, 1978, 386 pages.

WOOD, Neal, *John Locke and agrarian capitalism*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1984, 161 pages.